



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2023-6-1/2023-6-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Jeudi 1^{er} juin.

Le mandat de la force régionale de l'EAC prorogé jusqu'au 8 septembre. Les Etats membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) ont décidé ce mercredi 31 mai, lors du 21^e sommet de l'EAC, de renouveler le mandat de la force régionale de l'EAC en RDC jusqu'au 8 septembre 2023. Trois jours de travaux ont suffi pour évaluer minutieusement la conduite des opérations militaires menées par la force régionale de l'EAC au Nord-Kivu. Dimanche, les chefs d'Etat-major des armées des Etats membres et leurs experts ont passé au peigne fin la situation actuelle sur le terrain. Lundi, les ministres de la défense se sont réunis sur la même question sécuritaire pour proposer de nouvelles orientations politiques à ce nouveau mandat de la force régionale ; avant que les délégations des Chefs des Etats membres ne viennent avaliser cette prolongation. Depuis leur arrivée en RDC, les troupes de la force régionale de l'EAC n'ont pas attaqué le M23, alors que selon le gouvernement congolais, leur mandat est offensif.

Beni : les organisations de la société civile prennent l'engagement de lutter contre l'insécurité. Ils ont pris cet engagement à l'issue d'un atelier organisé du 29 au 30 mai, à Kalunguta par la section des Affaires civiles de la Monusco. Cet atelier était axé sur le renforcement des outils et mécanismes d'alerte précoce pour la protection des civils. Après avoir proposé des pistes de solutions ainsi que des recommandations, les participants à cet atelier ont pris ces engagements : « Appuyer la stabilisation en facilitant les dialogues sociaux pour résoudre les conflits communautaires. Appuyer la protection des civils par les activités de la composante de la société civile et par les opérations conjointes autorisées par le gouvernement. Améliorer la résilience communautaire, les relations et la synergie des acteurs locaux de protection de Kalunguta. Jouer le rôle de protection pour chaque acteur ».

Butembo : le député Éric Paluku préoccupé par la recrudescence de l'insécurité dans la ville. Cette insécurité est caractérisée depuis quelques mois par des vols à main armée et le meurtre des civils, soutient cet élu. Du 27 au 31 mai, cinq civils ont été tués dans la ville de Butembo par des hommes armés jusque-là non identifiés. Il appelle les autorités à renforcer les mesures sécuritaires pour sécuriser la population et pour lui, les habitants de Butembo doivent s'impliquer dans la recherche de la sécurité.

RDC : 2 119 100 élèves attendus pour passer l'ENAFEP, dont 1 020 448 filles. Ils seront répartis dans 8 232 centres de passation et 2 centres hors-frontières, précisément à Luanda et Kabinda en Angola, renseigne le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST). L'ENAFEP se déroule du 1^{er} au 2 juin, conformément au Calendrier scolaire 2022-2023.

Kasaï : le député provincial Hubert Ngulanjoko réclame la réhabilitation de la route Tshikapa-Kanjadji, longue de 120 km, en vue de désenclaver la province du Kasaï et permettre de booster son économie. La réhabilitation de cette route de déserte agricole permettra aux agriculteurs de cette contrée d'évacuer les produits agricoles vers le centre-ville, l'agriculture dans ce milieu étant l'activité principale. Il déplore que, malgré les multiples cris d'alarme de la population, le Gouvernement tarde à réagir.

L'Asadho plaide pour un procès équitable dans l'Affaire Fortunat Biselele, ancien conseiller privé du Chef de l'Etat. Au cours d'une conférence de presse, l'Association africaine de défense des droits de l'homme a peint un tableau sombre de la situation du détenu : privé des soins de santé, extrait de force de l'hôpital pour la prison, privé de toute visite familiale en violation de la Constitution. Selon le président de l'Asadho, il s'agit d'un «acharnement sur un prisonnier politique qu'on accuse gratuitement d'intelligence avec l'ennemi de la RDC ».

Bukavu : cris de détresse des épargnants ayant perdu leur argent dans les institutions de microfinances. Il y a presque dix ans, de centaines d'épargnants de plusieurs institutions de microfinances à Bukavu (Sud-Kivu) ont perdu leur argent avec la cessation brusque des activités de ces établissements financiers. Il s'agit des coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC) Imara, Nyawera et Mercresco. Plusieurs épargnants se sont retrouvés paupérisés après avoir perdu toutes leurs économies. Ils en appellent à l'implication des autorités pour décanter leur situation : « ils ont des biens, des véhicules, des immobiliers. Pourquoi ne peuvent-ils pas prendre ces immobiliers pour nous payer cet argent ? Nous n'avons plus d'espoir mais grâce aux autorités du Gouvernement qui nous suivent, c'est elles seules qui peuvent nous aider à recouvrer cet argent ».

Maniema : 25 femmes souffrant de fistule opérées gratuitement à l'hôpital général de référence de Kindu. Certaines femmes disent avoir été abandonnées par leurs maris à la suite de cette maladie considérée par la société traditionnelle comme la conséquence d'un mauvais sort. Quatorze jours après le suivi post opératoire, ces femmes ont regagné leurs domiciles totalement guéris. Elles remercient le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) qui a financé cette opération qui leur redonne le sourire.

Plaidoyer pour le paiement de tous les intervenants dans l'organisation des épreuves certificatives nationales. La Synergie des syndicats des enseignants de la RDC a appelé, le Gouvernement à payer les primes de tous les intervenants dans le processus de l'organisation des épreuves certificatives nationales. Il a soutenu que la prise en charge des organisateurs de l'ENAFEP, du TENASOSP et de l'Examen d'Etat va crédibiliser ces épreuves et éviter la fraude et la démotivation. Depuis 2020, le Gouvernement fait travailler les intervenants dans le processus de l'organisation des épreuves certificatives nationales [composition, correction, passation et publication des résultats des épreuves] bénévolement.

Assemblée nationale: le projet de loi sur la répartition des sièges déclaré recevable. « Nous l'envoyons à la commission politique, administrative et juridique pour un examen approfondi, nous accordons à cette commission un délai du jeudi 1^{er} au 3 juin », a souligné le président de l'Assemblée nationale. L'essentiel des préoccupations des élus du peuple était l'inadéquation entre le nombre d'électeurs inscrits et le nombre des sièges attribués à chaque circonscription électorale à travers le territoire national. Le ministre de l'Intérieur a précisé que le nombre de sièges à pourvoir par chaque circonscription est obtenu en divisant le nombre total d'électeurs enrôlés au sein d'une circonscription électorale par le nombre de sièges à pourvoir à l'assemblée. Pour l'instant la balle est du côté de l'Assemblée nationale a fait savoir le ministre de l'Intérieur. Il a précisé qu'en ce qui concerne les territoires en proie à l'insécurité notamment dans le Nord-Kivu et le Mai-Ndombe, seize sièges sont réservés.

Les violences armées en baisse dans trois territoires de l'Ituri (Société civile). Les tueries à grande échelle par des groupes armés locaux, dont la Coopérative pour le développement du Congo, Zaïre ainsi que le Front patriotique et intégrationniste du Congo, sont quasi rares dans les trois territoires, depuis deux mois. L'on note cependant certains cas isolés de meurtres de civils dont des déplacés en quête de nourriture. L'amélioration des conditions sécuritaires à Djugu, Mahagi et une partie d'Irumu est le fruit des sensibilisations en faveur des groupes armés, initiées par le Gouvernement lors des différents dialogues entre les communautés locales de l'Ituri.

Sommet de l'EAC : le camp de Rumangabo retenu comme nouveau site de pré-cantonement du M23. Au cours de cette assise, les experts congolais ont écarté le cantonnement des rebelles du M23 dans la localité de Kitchanga, au Nord-ouest de Goma, dans le territoire de Masisi. D'après eux, la population locale est hostile à la présence du M23, soupçonné d'avoir commis beaucoup d'exactions dans la région. Le sommet a notamment décidé du déploiement de l'équipe d'investigation dans les différents sites où il y aurait eu massacres.

Kinshasa : la VSV dénonce l'interpellation brutale de Salomon Idi Kalonda et exige des sanctions. « La VSV invite à diligenter une enquête indépendante en vue d'établir les responsabilités et sanctionner les auteurs de cet enlèvement. Procéder à la libération sans condition de Salomon Idi Kalonda, ce proche collaborateur de Moïse Katumbi, pour lui permettre de jouir de sa liberté de circulation, sinon, le déférer devant les juridictions compétentes ou ses droits seront garantis et ce, en cas de grief sérieux. Mettre fin à la violation de la liberté fondamentale et à toute pratique tendant à reculer ou à faire reculer les quelques avancées démocratiques déjà enregistrées », a déclaré le directeur exécutif de la Voix des sans voix. Cette organisation déplore également l'acharnement contre les opposants.

L'organisation de l'ENAFEP au début de juin prouve le retour à la normalité du calendrier des évaluations certificatives. Selon le calendrier scolaire 2023-2024, la rentrée scolaire sera lancée le 4 septembre 2023 sur toute l'étendue du territoire national et la clôture interviendra le mardi 02 juillet 2024. L'Examen national de fin d'études primaires (ENAFEP) sera organisé du lundi 3 au mardi 4 juin. Le ministre de l'Enseignement a invité tous les élèves finalistes du primaire et leurs encadreurs ou correcteurs à bannir toutes sortes d'antivaleurs. La première journée de l'ENAFEP est consacrée au français et à la culture générale. Le vendredi 2 juin, les candidats feront face aux calculs et à la science.

Tanganyika : 14 décès en 10 jours à la suite d'une diarrhée aiguë à Kiambi. La courbe des cas de diarrhée est ascendante, alors que la zone de santé manque d'intrants pour la prise en charge des malades. Selon le médecin chef de zone de santé de Kiambi, presque chaque jour nous avons de nouveaux cas. Après avoir reçu le premier cas, la zone de santé avait dépêché une équipe pour l'investigation et sensibilisation à la population.

Crise humanitaire en RDC: Bruno Lemarquis appelle à des solutions politiques urgentes. « Les besoins humanitaires en RDC ont continué à augmenter depuis un an significativement, principalement à cause de la résurgence ou de l'aggravation de certains conflits », a déclaré le représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en RDC.

Insécurité en Ituri : 143 élèves finalistes du primaire poussés à l'abandon, à la suite des atrocités des groupes armés actifs dans les territoires de Djugu Irumu, Mambasa (Ituri). Les autorités scolaires indiquent que de nombreux enfants, dont les écoles ont été délocalisées, ont passé ces épreuves à Bunia sans incidents majeurs. 161 centres de passation de l'examen nationale de fin d'études primaires sont prévus pour accueillir les 43. 963 élèves, (dont 22. 177 filles), attendus.

Près de 15 prévenus condamnés à la peine de mort à Sake. Sur les dix-neuf dossiers portants sur le viol d'enfants dans le territoire de Masisi et Rutshuru, instruits par la deuxième chambre du tribunal, au moins dix-huit personnes, dont quelques militaires, ont été condamnées. Trois autres prévenus, poursuivis pour les infractions de meurtre et tentative de meurtre, ont été condamnés par le même tribunal à la peine de mort.

Vendredi 2 juin.

RDC-Rwanda : le HCR insiste sur le rapatriement volontaire des réfugiés. « Il y a à peu près 80 000 Congolais qui se trouvent au Rwanda et à peu près 200 000 Rwandais qui se trouvent actuellement au Congo. Ce sont des chiffres approximatifs. Dans ces chiffres, il y a ceux qui souhaitent rentrer et ceux qui ne souhaitent pas rentrer. Nous parlons du rapatriement volontaire de ceux qui manifesteront la volonté de rentrer ». A Genève, les deux gouvernements avaient réaffirmé leur volonté de faire en sorte que « ceux qui veulent rentrer volontairement dans la sécurité et la dignité dans leur pays qu'ils puissent le faire ». Il y aura une réunion plus technique, qui va avoir lieu dans les jours qui viennent, pour discuter des modalités de l'appui pour ceux qui souhaitent rentrer.

La RDC et la CPI signent un protocole d'accord de coopération. Cette signature s'est faite en présence du Président de la République, Félix Tshisekedi. Ce dernier a exprimé sa volonté de coopérer avec le bureau de la CPI de manière active et dynamique vers des idéaux de justice et de paix. Le procureur de la CPI, Kharim Khan reconnaît d'emblée que le pouvoir de Kinshasa accompli déjà beaucoup d'actions dans le sens de dire la justice en faveur des victimes quand bien même il y en a aussi assez qui continuent encore à attendre. Il faut une nouvelle dynamique pour faire mieux a-t-il ajouté. Par cette cérémonie de signature d'accord de coopération, Kharim Khan a clôturé sa mission en RDC. Arrivé lundi 29 mai à Kinshasa, il s'est rendu ensuite à Bukavu (Sud-Kivu) et à Bunia (Ituri) où il s'est entretenu avec notamment les autorités, les acteurs judiciaires et les victimes.

Tommy Tambwe appelle les combattants à désarmer. Le coordonnateur national du Programme désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS), a indiqué que tous les groupes armés doivent déposer les armes et se diriger vers les sites de cantonnement déjà identifiés dans cinq provinces, à savoir : Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri, Tanganyika et Maniema. Pour lui « il est regrettable que ceux qui sont dans les institutions du pays, soient ceux qui alimentent également les groupes armés. Ils réclament la paix, mais, ils entretiennent les groupes armés. Nous tendons vers les élections, vous allez voir les vrais seigneurs de guerre, cachés dans les institutions réapparaître ». Nous vous demandons de déposer les armes et venez au P-DDRCS ». La RDC compte 252 groupes armés nationaux.

Nord-Kivu : des notables de Rutshuru contestent le pré-cantonement du M23 à Rumangabo, situé à 50 km de Goma. Cette décision de pré-cantonement des rebelles du M23 à Rumangabo a été prise lors du 21^{ème} sommet de la Communauté d'Afrique de l'Est, le 31 mai, à Bujumbura. « Rumangabo est l'endroit le plus stratégique. A partir de Rumangabo, les rebelles peuvent mener des attaques sur plusieurs agglomérations, notamment attaquer la ville de Goma. Nous demandons que le gouvernement soit très prudent en cantonnant les rebelles sur place. S'ils ne sont pas bien encadrés, ils vont se rabattre sur les gens qui empruntent la RN2, pour leur survie ».

Kinshasa : Salomon Kalonda n'a rencontré ni sa famille, ni ses avocats depuis son arrestation. Selon un des avocats « il a été arrêté et directement conduit au service des renseignements militaires ». Il précise que même devant les services de sécurité « l'article 18 de la constitution, dans son alinéa 3, précise que tout justifiable interpellé, doit immédiatement être en contact avec sa famille, et ces avocats. Malheureusement, nous n'avons pas eu l'occasion de le rencontrer. Nous sommes vraiment désolés ».

Beni : au moins 9 personnes tuées dans une nouvelle attaque des ADF à Museya, la nuit du jeudi à vendredi 2 juin. Aux environs de 22 h le village de Museya, dans la chefferie des Bashu, a été investi par des rebelles ADF. Les victimes ont été extirpées de leurs maisons puis exécutées à l'extérieur. Il s'agit d'un bilan provisoire, car certaines personnes manquent encore à l'appel ce vendredi. Une fouille a été organisée en vue de les retrouver. En outre, des biens de la population notamment des vivres ont été pillés par les assaillants.

Trois jours sans moto taxi à Watalinga : un chef coutumier en appel au gouvernement provincial. Cette action a été déclenchée par ces conducteurs de moto pour dénoncer le délabrement avancé du tronçon routier Mbau-Kamango, long de 80 km, mais également la multiplicité des taxes et barrières le long de cette route. Les motards ne jurent que par le remplacement de l'attributaire de cet axe routier qu'ils jugent « d'inefficace et sans moyens logistiques conséquents ». Ils demandent aussi la baisse des taxes du péage routier.

Kinshasa : la Fondation Denise Nyakeru et l'ambassade de Chine font don des médicaments à l'hôpital pédiatrique de Kalembe Lembe. C'était à l'occasion des consultations médicales gratuites qu'elles ont organisées en faveur des enfants hospitalisés dans cet hôpital, en prélude de la journée internationale de l'enfant africain prévue 16 juin prochain. Parmi ces dons, on compte des cartons de médicaments, des fournitures médicales et des sacs à dos pour les enfants. Ces derniers ont aussi bénéficié des consultations gratuites par des médecins chinois. Le corps médical de cet hôpital souhaite que ce genre d'actions puisse continuer pour une meilleure prise charge médicale des enfants qui y sont soignés.

Kinshasa : l'Allemagne condamne le soutien du Rwanda au M23. Pour la ministre allemande adjointe des Affaires étrangères, Ketja Keul « il faut respecter la souveraineté des pays il faut respecter les frontières, soit les frontières en Europe ou en Afrique, on est tous dans le même bateau. Si on veut vivre en paix, il faut défendre les valeurs de la charte de l'Union Africaine et la charte des Nations unies, qui impliquent qu'on respecte les frontières et c'est ainsi qu'on a condamné l'influence du Rwanda sur le territoire congolais ». Pour la ministre allemande, son pays espère bien soutenir tous les efforts de médiation de toutes les parties, « pour que le peuple congolais, un jour puisse vivre en paix ». Elle s'est félicitée des discussions qu'elle a eues avec le vice-Premier ministre de la défense Jean Pierre Bemba, qu'elle a trouvé « totalement disposé à trouver des solutions idoines aux problèmes qui rongent l'Est de la RDC, depuis plus de 20 ans maintenant ».

Maniema : lancement de la campagne de riposte contre la polio. Selon le ministre provincial de la santé, cette campagne est organisée pour couper la chaîne de transmission de cette maladie. Le ministre a, à cette occasion, sensibilisé les parents réfractaires à la vaccination : « Le vaccin est là pour sauver la vie de nos enfants, parce que contre la poliomyélite il n'y a pas de remède, mais au moins la prévention. Donc, une fois que l'enfant est atteint c'est pour toute la vie, raison pour laquelle nous demandons à tous les parents et tous les responsables religieux de sensibiliser les autres que le vaccin est là pour sauver et non pour nuire la santé de nos enfants ».

Kinshasa : le quartier Mama Nzenze doté d'un forage d'eau. Près de 100.000 personnes, vivant au quartier Mama Nzenze à Limete (Kinshasa), bénéficient à nouveau de l'eau potable depuis le début de cette semaine. Cela grâce à un forage d'eau installé par une organisation privée. D'une capacité de 5 000 litres, ce forage comporte 6 bornes fontaines et va desservir plusieurs centaines de foyers.

Maniema : remise de 4 tonnes de médicaments aux 2 zones de santé victimes des inondations à Kindu. L'Association des femmes pour la promotion et le développement endogène (AFPDE), financé par Start Network Ready, a fait ce don qui entre dans le cadre de l'assistance humanitaire aux deux zones de santé de Kindu et d'Alunguli. Ce lot de médicaments est constitué notamment des antibiotiques et des antipaludéens.

Kalehe : plusieurs élèves manquent à l'appel de l'ENAFEP à la suite des inondations du 4 mai. Sur 277 élèves qui étaient attendus au centre d'examen de Kanyunyi à Bushushu, 31 ne se sont pas présentés. Au centre de passation de Nyamukubi, 55 absences ont été enregistrées sur 231 élèves inscrits. « Au fait ce sont des écoles qui ont été endommagées. Nos services ont déplacé les centres d'examen ailleurs. Et là, les élèves ont bien passé l'ENAFEP comme tout le monde. Leurs centres ont été fusionnés avec les autres centres qui n'ont pas été touchés ».

Les Etats-Unis, l'UE et 15 autres pays appellent les dirigeants politiques de veiller à ce que le processus électoral soit pacifique. « Nous appelons également au respect des droits démocratiques fondamentaux et à l'égalité des chances pour tous les candidats. Nous condamnons les efforts visant à diviser la population sur la base de l'appartenance ethnique, de la langue, de la région ou de l'origine, et nous appelons les parties prenantes à promouvoir l'inclusion plutôt que la division et à condamner la diffusion de discours de haine ». Les Etats-Unis, l'Allemagne, la Belgique, le Canada, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, la République Tchèque et de la Délégation de l'Union européenne notent que la tenue d'élections compétitives, pacifiques, inclusives et transparentes, conformément à la constitution et à la loi électorale de la RDC est un élément clé dans l'exercice de la démocratie en RDC. Ces pays recommandent « vivement à la Ceni de s'engager avec un maximum de transparence et de réactivité, en dialogue avec toutes les parties prenantes, afin de renforcer la confiance de la population congolaise dans les résultats de ces efforts ». Ils encouragent la tenue de cadres de concertation de la Ceni avec la société civile et les partis politiques. « La liberté d'expression, de la presse, de réunion, d'association et de mouvement sont des éléments essentiels d'un processus libre, équitable et pacifique, tout comme l'État de droit », rappellent les pays signataires. Ils réitèrent, dans cette déclaration, les préoccupations concernant l'usage excessif de la force en réponse aux récentes manifestations, les restrictions imposées à la liberté de mouvement ainsi que les arrestations arbitraires. « Nous encourageons un processus qui réponde aux aspirations des Congolais, et qui inclue notamment toute la diversité de cette nation ».

Tanganyika : les communautés Twa et Bantou appelées à la cohabitation pacifique. « Il y a eu des atrocités dans la chefferie de Kasanbala où les Twa et Bantous se sont affrontés. Il y a eu des victimes mais pas de morts. Voilà pourquoi nous avons préféré nous rendre sur le terrain et proposer quelques pistes de solution », a indiqué le ministre provincial de l'Intérieur du Tanganyika. « Les Twa et les Bantous nous ont remis des flèches pour montrer la fin des atrocités. Au moins ils ont accepté de se mettre ensemble et de cohabiter ».

Kinshasa : Mgr Marcel Utambi invite les occupants de l'Espace Grande Orientale à faire la promotion de la paix et du vivre-ensemble. L'archevêque métropolitain de Kisangani, a invité le 1^{er} juin, les occupants de l'Espace Grande Orientale à faire la promotion de la paix et du vivre-ensemble. Il a lancé cet appel lors du vernissage de l'ouvrage « Actes du Forum pour l'unité, la cohésion, la paix et le développement de l'Espace Grande Orientale ». Ce livre reprend notamment, les recommandations et conclusions dudit Forum, organisé à Kisangani. « Les moments passés à Kisangani, du 27 au 30 décembre dernier, furent de beaux moments de retrouvailles qui nous ont permis de prendre conscience de la vérité selon laquelle, ensemble nous sommes forts, ensemble nous pouvons aller plus loin, ensemble nous pouvons transformer notre Espace Grande orientale ».

Samedi 3 juin.

Haut-Uele : le Parc national de Garamba, poumon économique des territoires de Faradje et Dungu. Le parc développe beaucoup de projets communautaires dont celui qui permettent aux paysans d'apprendre des techniques agricoles durables. Il s'agit notamment des champs écoles paysans pour réduire la pression exercée sur le parc avec des activités humaines. Avec un personnel de plus ou moins 500 personnes, agents et contractants, sans compter les rangers, le parc national de Garamba a fait du territoire de Faradje le grenier alimentaire de cette partie de la province de Haut-Uele. En outre, la Garamba s'implique pour l'entretien de la route Faradje qui mène vers son site. C'est également sur son initiative que le territoire de Faradje a été électrifié

pour la première fois en 2021, un projet qui va s'étendre à Dungu dans les prochains jours, ont rassuré le responsable du parc. Un projet pilote pour produire et commercialiser la papaine est en cours d'expérimentation dans le territoire de Faradje. C'est ce qui justifie la plantation de 300 papayers dans le village d'Angwandi. Il est question d'extraire le latex de la papaye en y faisant des incisions. C'est de cette matière que sera produite la papaine. Une substance très recherchée et très demandée actuellement à l'échelle mondiale dans plusieurs industries.

La DGDA enregistre un accroissement des recettes de 32,6% en 2023 par rapport à 2022. La directrice générale sortante s'est réjouie aussi d'avoir « redynamisé le comité d'audit de la DGDA, gage de la transparence et de la redevabilité des agents et cadres dans la gestion des affaires douanières ». Elle a par ailleurs salué une « embellie » des finances internes depuis janvier 2022 : « En dépit de la prise en charge de diverses primes d'hébergement et autres qui ont été sensiblement à la hausse, du paiement des arriérées des allocations de fin de carrière et des allocations uniques, du paiement de toutes les créances fixes, de l'augmentation des frais de fonctionnement de toutes les directions, la situation des finances internes présente de façon continue, depuis janvier 2022, une embellie qui se solde au 31 mai 2023 avec des montants de 128 000 290 000 FC et de 39 344 000 USD».

Ituri : 4 groupes armés décident de cesser les violences. Les groupes armés suivants ont pris cet engagement à l'issue du dialogue qui s'est tenu à Aru-Centre, à 260 km de Bunia : Force de résistance patriotique de l'Ituri, Front patriotique et intégrationniste du Congo, Coopérative pour le développement du Congo (CODECO) et Zaïre. Ces assises ont réuni les leaders de quatre milices, les représentants des différentes communautés et les autorités provinciales. Au terme de cette rencontre, organisée par le gouvernement provincial avec l'appui de la Monusco, ces seigneurs de guerre ont pris l'engagement de cesser les hostilités en Ituri et ne plus commettre des violences contre des paisibles citoyens et les forces de défense. Une feuille de route a été établie pour le suivi de la mise en œuvre de ces différentes résolutions.

Uvira : des groupes armés s'affrontent depuis 3 jours à Minembwe. Selon des sources locales, cette attaque des Maï-Maï faisait suite aux informations selon lesquelles les Twirwaneho se préparaient à attaquer les positions des combattants Maï-Maï, en représailles au vol de bétail signalé à Kawera, à 15 km de Minembwe-Centre. Lors des affrontements, les deux protagonistes, six personnes ont été tuées, sept autres blessés et une arme à feu récupérée et cent-soixante-huit vaches emportées. Vendredi 2 juin, un groupe de Twirwaneho de Kalingi a tenté de lancer une attaque contre le village de Tuwe-Tuwe, 14 km au sud de Mikenge. Ils ont été interceptés par des combattants Maï-Maï, avant d'atteindre la zone ciblée. Les affrontements 2 groupes ont semé la panique dans les villages environnants où les habitants, qui menaient des activités agricoles, ont été contraints à rentrer chez eux.

Haute Cour militaire : débat sur la « détention illégale d'une arme de guerre » par le député Mwangachuchu. L'attestation d'enregistrement du port d'arme de Mwangachuchu, signée par l'ancien ministre de l'Intérieur Muyej, serait falsifiée. Il n'appartient pas à un ministre d'autoriser le port d'une arme de guerre, arguent les juges contre le prévenu. En réaction, l'avocat du député, a affirmé que son client avait sollicité une arme d'auto-défense, mais c'est une arme de guerre qui lui avait été remis. Les parties au procès souhaitent voir l'ancien ministre de l'Intérieur Muyej passer aussi à la barre pour répondre aux préoccupations soulevées.

Situation alarmante de plus de 200 victimes de la pollution des rivières Tshikapa et Kasai. Pour la coordonnatrice de l'organisation des droits de l'homme 'Binadamu en Action' rien n'a été fait par les autorités provinciales ni nationales en faveur des victimes. Et en plus « nous documentons chaque mois des femmes qui ont des problèmes de lésions vaginales, des éruptions cutanées chez les enfants et les personnes âgées ». Elle a par ailleurs demandé aux gouvernements provincial et national de répondre aux promesses faites en faveur de ces personnes en détresse. L'ONG ''Binadamu en Action'' sollicite notamment la construction des forages d'eaux et la prise en charge des familles dont les membres sont touchés par plusieurs maladies. Les eaux des rivières Tshikapa et Kasai avaient été polluées en juillet 2021 par l'effet des déchets toxiques, déversés en amont, par la société minière Katoka, exerçant ses activités en République d'Angola.

Kinshasa : la CNDH se dit prête à collaborer avec la CPI sur des crimes contre la population. Le coordonnateur de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), se dit prêt à collaborer avec la CPI sur des crimes commis sur la population. « Avec ce réchauffement de relation et de coopération entre notre pays la RDC et la CPI, c'est une occasion pour nous, d'inviter la Cour pénale internationale à se pencher au chevet de la RDC, surtout en ce moment où le pays est agressé par le Rwanda à travers ses supplétifs du M23 ».

Luanda abrite le Xe sommet de la CIRGL sur la paix et la sécurité dans l'est de la RDC, ce samedi 3 juin. Mais déjà, le 2 juin, lors de la réunion consultative interministérielle, la RDC affutait sa position que devrait

prendre en compte le communiqué final qui sanctionnera cette rencontre de Luanda. Le sommet devrait exiger la condamnation de toute tentative de réorganiser et de renforcer les dispositifs militaires des parties belligérantes dans l'objectif de relancer les hostilités sur le terrain ; devrait insister sur l'urgence de faciliter le retour des déplacés en vue de permettre leur enrôlement dans les territoires jadis occupés par le M23 ; devrait exiger la réouverture des axes routiers dans le Nord-Kivu, pour assurer le mouvement des humanitaires.

Bujumbura : clôture de la 10^{ème} assemblée générale des autorités locales des pays des Grands lacs. « Les maires et représentants des villes des pays des Grands lacs, réunis à Bujumbura en assemblée générale sur le thème 'Villes et vivre ensemble, dix ans après', lancent un message de solidarité aux populations de l'Est de la RDC et du Rwanda victimes des inondations qui ont causé plusieurs pertes en vies humaines ». Les autorités locales, venues de la RDC, du Rwanda et du Burundi, ont par la suite célébré le dialogue transfrontalier entre les villes. La 11^{ème} assemblée générale de la plateforme se tiendra dans la ville de Kisangani.

Tanganyika : conflit sur la gestion des comptes bancaires du gouvernement provincial. Le vice-gouverneur, qui assume l'intérim de la gouverneure, veut avoir la main mise sur les comptes bancaires du gouvernement provincial, pour avoir les moyens de sa politique, notamment, amorcer certains travaux pour préparer l'arrivée prochaine du chef de l'Etat à Kalemie. Selon certains c'est la gouverneure déchuë qui continue à retirer de l'argent dans les comptes bancaires du gouvernement provincial. La Cour constitutionnelle auprès de laquelle elle a introduit une requête en inconstitutionnalité de sa déchéance ne s'est pas encore prononcée. Des sources indiquent notamment que l'Inspection générale des finances (IGF), qui est sur place à Kalemie, valide toute sortie de fonds.

Kinshasa : Fortunat Biselele récuse les juges du tribunal de grande instance de la Gombe. Selon les avocats de Biselele, après avoir rejeté plusieurs fois les demandes de liberté provisoire de leur client et ce, malgré son bulletin médical attestant la précarité de sa santé, ils suspectent les juges du TGI/Gombe de mauvaise foi. Ils attendent ainsi le 6 juin la décision de la cour d'appel devant éventuellement renvoyer l'affaire devant une autre juridiction.

Ituri : 3 000 kilos de poissons frais détériorés faute de l'électricité à Bunia. Une panne technique, qu'a connue l'Electrokimo, a en effet plongé plusieurs habitations de Bunia dans le noir. Selon la présidente de l'association 'Sauda Biwaga', les mois d'avril et mai 2023 n'ont pas été roses pour les vendeurs et vendeuses des poissons frais à Bunia. Les commerçants ont perdu pour la plupart leur chiffre d'affaires, d'autres n'arrivent plus à nouer les deux bouts du mois à cause des pertes subies.

La RDC accuse un déficit de près de 4 millions d'unités de logement, selon le ministère de l'Urbanisme et Habitat. « La problématique des logements sociaux est l'une des préoccupations majeures du Président de la République. Avec la disparition de la Caisse nationale d'épargne et des crédits immobiliers (CNECI) créée en 1971 ainsi que l'Office national de logement (ONEL) d'une part, et l'augmentation exponentielle de la population d'autre part, la rareté du logement s'est installée dans la durée et un fossé s'est inexorablement creusé entre l'offre et la demande de logement ». En guise de réponse, il a été mis en place trois établissements publics : 1. l'Agence congolaise de promotion immobilière (ACOPRIM), l'organe technique chargé d'assurer la construction de logement décent, de gérer et de réhabiliter le patrimoine immobilier des domaines privés de l'Etat ; 2. le Front national de l'habitat (FONAN) est un levier social et financier ayant pour mission de collecter les fonds nécessaires pour construire les logements et répondre aux diverses sollicitations des financements dans le domaine de l'habitat ; 3. le Guichet unique de délivrance des permis de construire (GUPEC), l'organe technique de régulation, la seule interface entre le promoteur immobilier et l'Etat. Il permet de lutter contre le coulage des recettes, de réduire les procédures administratives de l'obtention des documents ayant trait à la construction et de lutter contre les constructions anarchiques. En 1960, la population était de 20 millions sur l'ensemble de la République. Cependant, aujourd'hui on l'estime à plus de 100 millions.

Kwango : activités champêtres et scolaires perturbées à Popokabaka par la présence des miliciens Mobondo. Ils recrutent des jeunes de force pour adhérer à leur mouvement insurrectionnel. Ils leur font boire du sang humain de force. D'après le président du cadre de concertation de la société civile du Kwango, ces miliciens sèment la terreur dans plus de 8 villages. Sur place, il n'y a aucun dispositif sécuritaire, affirme l'administrateur du territoire, qui en appelle au renfort du dispositif sécuritaire de la part du gouvernement central.

Rencontre avec les officiels congolais et visite des sites des déplacés au cœur de la mission de Lacroix en Ituri. Le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix des Nations Unies, va échanger avec le gouverneur militaire de l'Ituri et ils aborderont notamment la question sécuritaire avec la présence de milliers de personnes déplacées qui ne bénéficient presque pas d'assistance. Également au menu de cet entretien, l'état des lieux du processus de PDDRC-S ou encore un échange sur les conclusions du récent dialogue entre les leaders de groupes

armés locaux qui s'est clôturé jeudi à Aru. Cette visite intervient alors que l'Ituri enregistre plus d'un million six-cent mille personnes déplacées. Le secrétaire du site de Roe dit « espérer voir l'ONU aider ces milliers de personnes vivant dans des conditions humanitaires déplorables regagner leurs villages pour qu'elles puissent mener une vie normale après de nombreuses années de souffrance à cause de l'activisme des groupes armés ».

Dimanche 4 juin.

Lubumbashi : ouverture ce dimanche du 3e congrès eucharistique nationale de la RDC. Des évêques et délégations constituées des fidèles, prêtres, consacrés et laïcs des 48 diocèses de la RDC et d'ailleurs y ont effectué le déplacement pour cet événement national, qui se tiendra jusqu'au 11 juin. La messe d'ouverture sera présidée dans la cathédrale Saints Pierre et Paul par Mgr Marcel Utembi Tapa, le président de la Conférence épiscopale nationale du Congo. Pour l'archevêque métropolitain de Lubumbashi, Mgr Fulgence Muteba « ce congrès va être quelque chose de bénéfique non seulement pour l'église catholique mais pour tous les chrétiens et pour tous les habitants de notre province. Son incidence sur la paix pour la population est évidente. La paix est vraiment une préoccupation pour nous pas seulement ici au Katanga, mais aussi dans notre pays en Afrique et dans le monde ». Il plaide pour que les participants et d'autres congolais soient les vrais artisans de la paix et de l'harmonie avec la nature, avec l'environnement. « Donc que nous puissions aller au-delà de ce qui nous enferme dans nos cercles ethniques dans nos cercles régionalistes mais que nous puissions vivre cette fraternité au-delà des frontières et je crois que le légal pontifical, qui va venir de Rome, va nous le rappeler ». **Mgr Fulgence Muteba : « Ce 3e congrès eucharistique doit être un moment de consolidation des liens familiaux fondés sur l'amour ».** Placé sous le thème : « Eucharistie été famille », ce troisième congrès se veut être un temps de rafraîchissement et de la revitalisation de la chaleur familiale, a indiqué l'archevêque métropolitain de Lubumbashi Monseigneur Fulgence Muteba. Selon lui, la famille doit avoir pour socle l'amour sans lequel la société ne peut tenir. « De nos jours, la famille est confrontée à des nombreux défis. Elle fait face à des catastrophes naturelles et à l'insécurité notamment dans l'Est du pays. L'enjeu est de comprendre dans quelle mesure la famille chrétienne africaine, congolaise, peut s'appuyer sur la foi eucharistique pour se consolider et faire face aux défis auxquels elle est confrontée ». Ce congrès qui démarre aujourd'hui se clôturera le dimanche 11 juin par une messe qui sera dite par l'envoyé du pape François, son éminence Luis Antonio Cardinal Tagle, au stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo. Ce congrès est donc le troisième après ceux tenus respectivement à Kisantu en 1933 et à Kinshasa en 1980.

Luanda : la CIRGL prend acte du déploiement prochain des troupes combattantes de la SADC. Le sommet extraordinaire de la Conférence internationale de la région des Grands lacs (CIRGL) tenu, samedi 3 juin, est également revenu sur l'obligation faite au M23 de faire réellement le retrait des zones occupées pour un pré cantonnement à Rumangabo puis le cantonnement au Maniema avant leur intégration au P-DDRCS. Les Chefs d'Etat et chefs de délégation ont fixé la date du 23 juin pour la tenue à Luanda de la réunion quadripartite de coordination avec la participation de l'EAC, de la CIRGL, de la SADC et de la CEEAC sous l'égide de l'Union Africaine.

Moïse Moni Della : « L'arrestation de Salomon Idi est une cabale orchestrée par les services militaires et la présidence pour nuire sans raisons valables à ce proche de Moïse Katumbi ». Le président du parti Conservateurs de la nature et démocrates, a aussi indiqué que depuis l'avènement de Félix Tshisekedi à la magistrature suprême, Salomon Kalonda a toujours été traqué par les éléments des services de renseignements militaires. Par ailleurs, il a par cette même occasion, dénoncé une tentative d'agression dont il a, lui-même, été victime, vendredi 2 juin, en sa résidence par des personnes non autrement identifiées.

Bukavu : incendie de plusieurs maisons au quartier Kadutu, la nuit de samedi à ce dimanche 4 juin, au quartier Nkafu. Ce sont plus de mille maisons qui ont été calcinées. Mais l'origine du feu n'est pas encore connue. Il n'y a pas de perte en vies humaines signalée mais quelques blessés. Tous les biens que contenaient ces maisons sont partis en fumée. La progression du feu a été stoppée par des jeunes du quartier avec des moyens du bord.

Jean-Pierre Lacroix : « Nous allons activer la programmation des activités futures afin de bien assurer la protection des populations affectées par les conflits armés en Ituri ». Le Secrétaire général adjoint des Nations unies en charge de sécurité et paix, a salué par ailleurs le travail des autorités provinciales et la Monusco dans le cadre de la protection des civils. Un travail d'ensemble est en train d'être fait pour pérenniser les acquis d'une paix durable et permettre le départ graduel de la Monusco, a-t-il reconnu. Il a insisté sur le fait que le départ de la mission onusienne doit se faire parallèlement au renforcement de l'autorité de l'Etat. S'agissant des déplacés, il a émis le souhait que le retour de la paix s'effectue réellement, parce que selon lui, « l'objectif n'est pas que les populations restent dans des camps des déplacés à recevoir de l'aide humanitaire ».

Bukavu : la Monusco fait don de 140 matelas à la prison centrale après l'incendie. C'était au cours d'une visite d'évaluation conjointe avec le gouvernement provincial le 3 juin dans cette maison carcérale. Cette visite d'évaluation consistait à voir les actions à mener encore pour la réhabilitation de cet établissement pénitentiaire, après l'incendie du 25 avril. La prison centrale de Bukavu compte à ce jour 2 085 détenus au lieu de 500 prévus initialement.

Kasaï : près de 500 habitations détruites après une forte pluie à Mweka. La présidente de la Fondation Petit don à l'humanité, appelle à l'aide et à la solidarité pour les personnes affectées par cette situation : « Il y a deux ou trois jours, une forte pluie a arraché les toitures des habitations de ce secteur et il y a une situation humanitaire, des gens sont presque dehors, il y a eu peu de blessés. A Kambamba, dans les villages les plus affectés, il y a au moins 530 habitations détruites sur une population d'au moins 2 500 habitants ».

Lundi 5 juin.

Ituri : les groupes armés appelés à cesser la violence afin de rejoindre le PDDRC-S. Le secrétaire général adjoint des Nations Unies en charge de sécurité et Paix en Ituri et le gouverneur de l'Ituri, ont passé en revue la situation sécuritaire encore préoccupante avec l'activisme des groupes armés. « Le passage en moins de deux semaines en Ituri de plusieurs personnalités internationales dont le procureur de la CPI, le commandant de force de la MONUSCO, est un signal fort aux groupes armés qui s'adonnent encore aux tueries des civiles innocents dans cette province », a déclaré le gouverneur de l'Ituri. Pour lui, cette visite ainsi que sa rencontre tenue il y a trois jours à Goma au Nord-Kivu avec le Premier ministre, sont des avancées dans le processus de pacification de la province. Toutes ces rencontres sont des signaux forts aux groupes armés qui ne vont pas respecter les accords de paix pour la cessation des hostilités. Certains n'échapperont pas à la justice nationale et internationale pour les crimes commis contre les populations. D'autres seront définitivement neutralisés par l'armée. « Nous nous préparons pour que la paix revienne en Ituri en menant des opérations, en traquant les criminels ». **Le gouverneur de l'Ituri et Jean-Pierre Lacroix saluent le travail des Casques bleus dans la protection des civils face aux groupes armés.** « Nous sommes fiers des casques bleus de la Monusco pour leur appui aux Fardc dans la province de l'Ituri », a déclaré le gouverneur de l'Ituri. Il fait remarquer que dans le contexte d'insécurité en Ituri, l'armée congolaise ne peut être partout à la fois. Ce sont les forces de la Monusco qui suppléent au problème d'effectif des Fardc pour garantir la sécurité de la population dans plusieurs coins de l'Ituri où elles ont installé leur base. Jean Pierre Lacroix a reconnu l'impact de travail réalisé par les casques bleus pour sauver des milliers de civils en Ituri.

Une mission des parlementaires congolais en Ouganda pour renforcer la coopération bilatérale. L'activisme des ADF dans la province de l'Ituri et les questions socio-économique étaient au centre des échanges entre les parlementaires de la RDC et le président ougandais, Yoweri Museveni à Kampala en Ouganda. « On a parlé de la mutualisation des forces (FARDC-UPDF), la construction des routes, Mahagi-Bunia-Komanda, l'axe Burasi jusqu'à Irumu. Nous avons parlé de l'électrification des territoires de Mahagi, Irumu et Aru en passant par Bunia en allant vers le Haut-Uele. Nous avons parlé de l'ouverture du consulat ougandais à Bunia et de l'ouverture du consulat congolais à Arua. C'est une manière aussi de faciliter les échanges entre les deux pays ». Les élus de l'Ituri ont, à cette occasion, rencontré plusieurs autres officiels ougandais.

Nord-Kivu : poursuite des pourparlers de la tripartie HCR-Rwanda-RDC sur le rapatriement des réfugiés. « Les deux gouvernements s'étaient entendus de se rencontrer dans 30 jours au Kenya à Nairobi pour que les experts puissent établir une feuille de route qui amènerait à la mise en place des mécanismes qui vont permettre le début des rapatriements. Nous nous sommes convenu que cette rencontre a lieu le 26 juin 2023 à Nairobi ».

Jean-Pierre Lacroix : « Il faut plus des ressources pour répondre aux besoins humanitaires en Ituri ». « Nous faisons le plaidoyer pour que l'aide humanitaire continue de bénéficier de plus des ressources parce que, les populations en ont besoin, c'est notre rôle. Les défis sont là bien sûr, mais nous avons en tout cas une vision commune, de projets communs, d'avancer avec les autorités congolaises et notamment les autorités provinciales », a déclaré Jean Pierre Lacroix. Il a également promis de faire le plaidoyer pour qu'après le retrait de la Monusco, le gouvernement ait la capacité valable d'assurer pleinement la protection de la population.

Kinshasa : 3 jours de grève déclenchés par les chauffeurs de taxis pour dénoncer les tracasseries. L'appel à trois jours de grève a été lancé par la Synergie des associations des chauffeurs pour dénoncer les « tracasseries multiples et autres arrestations arbitraires » dont ils sont victimes de la part de la police de circulation routière, des chargeurs ainsi que des agents des transports. Ce lundi matin, cette grève s'est étendue aux taximen moto,

mettant ainsi en difficulté la population usagère du transport en commun. L'association des chauffeurs du Congo (ACCO), regrette d'avoir été écartée de la commission mise en place par les autorités de la ville et la Synergie des associations des chauffeurs pour juguler la crise entre les transporteurs, le service des transports et la police.

Beni : journée sans taxis-motos pour protester contre le meurtre d'un motocycliste, tué par balles dimanche tôt le matin devant son domicile dans la commune de Mulekera. Ce lundi matin, ces collègues ont décidé de ne pas travailler et sont descendus dans la rue pour empêcher toute circulation des taxis moto, le moyen de transport le plus utilisé dans la ville de Beni. Ceux des motards qui refusent de respecter ce mot d'ordre se font agresser.

Ituri : près de 4 mille déplacés de Djangi nécessitent une aide humanitaire d'urgence. C'est depuis le 8 janvier dernier que ces déplacés se sont installés sur le site de Djangi après avoir subi des attaques des rebelles de Codeco. Six mois après, ils affirment n'avoir jamais bénéficié d'une assistance en vivres. Des femmes et jeunes filles qui tentent de se rendre dans leurs champs pour faire la récolte sont parfois violées ; d'autres y perdent leur vie. Nombreux parmi les enfants ont abandonné le chemin de l'école et les infrastructures scolaires sont détruites par des assaillants. Par manque de moyens, d'autres ont jugé bon de suspendre leurs études.

Kongo-Central : une tête d'érosion menace la route nationale numéro 16 reliant la RDC à l'Angola. La RN16 part de Kisantu dans le territoire de Madimba jusqu'à Kimvula (Kongo-Central), non loin de la frontière angolaise. L'érosion se situe près du kilomètre 16, entre le quartier Makabi et Makiadi dans le territoire de Madimba. Le chef de secteur de Ngeba, craint que le trafic entre les territoires de Madimba et Kimvula soit coupé.

Sud-Kivu : un mois après les inondations à Kalehe, les sinistrés attendent toujours leur délocalisation. Les recherches des corps ensevelies sous les décombres ont été suspendues pour des raisons logistiques. Selon la société civile locale, jusque-là le Gouvernement n'a toujours pas disponibilisé des logements appropriés pour ceux qui ont tout perdu. Les sites les plus touchés ont été déclarés impropres à l'habitation. Il est prévu qu'on y replante des arbres. L'autre besoin manifesté sur place est la réouverture de la RN2 Bukavu-Goma. Au total 583 personnes sont mortes et 5 255 portées disparues à la suite des inondations qu'a connues le territoire de Kalehe (Sud-Kivu).

Goma : l'ASVOCO s'engage à dénoncer la spoliation du Foyer social auprès des autorités nationales à Kinshasa. L'Association des volontaires du Congo a décidé de se rendre à Kinshasa pour défendre l'intérêt de quelque 500 jeunes désœuvrés et vulnérables, victimes, de la spoliation d'une grande partie du Foyer social. Le foyer social de Goma a été déguerpé de son site à la suite d'une décision de justice, en faveur d'un tiers. Le Foyer social est un service étatique relevant du ministère des affaires sociales. Ses activités sont aujourd'hui à l'arrêt. Quatre bâtiments de ce foyer ont été détruits, dont un bâtiment d'encadrement des filles de la rue. L'alphabetisation n'existe plus et les enseignantes tournent les pouces.

Kongo-Central : 2 morts à Lukula après altercation entre cambrioleurs et policiers. Parmi ces deux personnes mortes, l'une fait partie des quatre voleurs armés, qui ont opéré cette nuit dans les agglomérations de Nsioni et de Lemba dans le territoire de Lukula. Il a été lynché par la population après sa chute de la moto qui les transportait.

La deuxième personne tuée est un motocycliste. Il fait partie de la population qui voulait prêter main forte à la police lors de l'intervention. Il a été touché par une balle tirée par les bandits. Grâce une intervention ponctuelle et musclée de la police, deux bandits sont appréhendés avec une armée de marque AK 45.

Bukavu : 1000 familles en détresse après l'incendie de Kadutu. La plupart des sinistrés sont hébergés au voisinage dans les installations de la coordination des écoles conventionnées catholiques. Ces ménages n'ont pas d'abris, pas d'eau, pas de nourriture ni d'installations sanitaires. Le risque d'explosion des maladies d'origine hydrique est donc élevé. **Les causes du drame.** L'avenue Zaïre étant érigée sur un site marécageux, la plupart des maisons sont construites en planches. Ce qui a facilité la propagation rapide du feu, au point de consumer complètement cette avenue habitée par au moins deux mille ménages. Tous les biens ont été calcinés à l'intérieur des habitations.

Salomon Idi Kalonda poursuivi notamment pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Le conseiller spécial de l'opposant Moïse Katumbi, a été appréhendé, le 30 mai, à l'aéroport international de N'djili/Kinshasa par le service des renseignements militaires, qui a accusé le prévenu d'avoir entretenu des contacts avec la rébellion du M23 et les officiels rwandais « dans le but de renverser le régime en place en RDC, par tous les moyens.

L'Assemblée nationale adopte la loi portant répartition des sièges, pour les élections législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales. Plus de trois cents députés ayant pris part à cette séance plénière, ont voté pour cette loi, après avoir apporté quelques amendements au texte soumis par de la commission Politico-administrative et judiciaire (PAJ). Cette adoption est intervenue, malgré l'absence des plusieurs députés de l'Opposition.

Beni : 12 ex-combattants remis au programme P-DDRCS par les Fardc, qui ont décidé de quitter la brousse et rejoindre ce programme. Parmi ces combattants se trouvent deux mineurs. Il y a deux semaines, ils ont abandonné certaines bases de ces groupes armés situés à Kasinga, Kalunguta et Mwenda dans le territoire de Beni pour se rendre aux Fardc. Pour sa part, Omar Kavota, le chef d'antenne du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation dans la région de Beni a rassuré sur la prise en charge de ces combattants. Les deux enfants qui se trouvaient parmi ces combattants ont été remis à une ONG partenaire de l'Unicef pour une prise en charge transitoire, avant la réunification avec leurs familles.

Mardi 6 juin.

Les taximen de Kinshasa lèvent leur grève. L'option a été levée lundi dans la soirée à l'issue de la rencontre entre le vice-Premier ministre de l'Intérieur, la police, le ministère provincial des Transports ainsi que la synergie des Associations des chauffeurs afin de trouver une solution aux revendications des grévistes. Ces derniers s'insurgent contre les « tracasseries multiples et autres arrestations arbitraires » dont ils sont victimes.

Soudan : 10 Congolais tués par des bombardements effectués sur le campus de l'Université internationale d'Afrique à Khartoum. « D'autres tirs ont grièvement blessé d'autres compatriotes qui se trouvent actuellement à l'hôpital militaire Kouliyat Razi dans la capitale soudanaise », note le document. « Pour permettre aux familles de victimes de faire le deuil, le Gouvernement de la RDC exige des autorités soudanaises de prendre les dispositions adéquates pour restituer les dépouilles des compatriotes gratuitement fauchés en vue de leur rapatriement et inhumation en toute dignité au pays », rapporte le communiqué signé par le ministre des Affaires étrangères. Le gouvernement de la RDC demande en même temps aux autorités soudanaises d'ouvrir un couloir humanitaire afin de lui permettre d'évacuer les compatriotes blessés et ceux encore bloqués au Soudan. Depuis le 15 avril, la guerre oppose le chef de l'armée, le général Abdel Fattah Al-Bourhane, au général Mohammed Hamdan Daglo, commandant des paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR).

Uvira : marche des militants du parti Ensemble pour exiger la libération « sans condition » de Salomon Idi Kalonda. À 6 mois des élections générales, le président fédéral d'Ensemble pour la République fait remarquer que ce climat politique ne favorise pas la bonne tenue de ces élections.

Ituri : les déplacés de Drodro ont encore besoin de la protection des casques bleus de la Monusco. Le président du site de déplacés de Djange, indique « on a une franche collaboration avec la Monusco. En cas d'alerte, les casques bleus commencent à faire des patrouilles nocturnes et diurnes. Quand il y a des attaques, ils nous ouvrent leur base militaire. Lorsque les soldats des Fardc tardent à venir, la Monusco nous aide très rapidement. Nous avons encore beaucoup de problèmes sécuritaires ». Il souhaite que les effectifs des casques bleus et des Fardc soient renforcés pour mieux assurer la protection des déplacés qui veulent regagner leurs villages.

Nord-Kivu : 2,4 millions enfants attendus pour la campagne de vaccination contre la poliomyélite, du 8 au 10 juin. Les enfants déplacés et ceux vivant dans les zones occupées par les rebelles sont tous ciblés, explique le médecin chef de Division : « Si le climat sécuritaire va permettre aux équipes déjà sur place, de pouvoir travailler, tous ces enfants pourront également recevoir le vaccin. L'avantage c'est que, même dans les sites des déplacés, nous avons également des structures mobiles qui prennent en charge les malades, donc des postes mobiles, et c'est au niveau de ces postes-là que les vaccins vont être positionnés. Mais la campagne partout, se fera porte-à-porte, y compris dans les sites des déplacés ». Près d'un millier d'agents vaccinateurs seront déployés sur le terrain.

Nord-Kivu : très peu de médias accordent la place aux sujets environnementaux (Rapport). Une seule radio sur les dix-sept concernées par l'enquête, dans la province du Nord-Kivu, consacre un peu plus de son temps aux émissions environnementales. Ces résultats sont issus de l'enquête menée au mois de mai par trois médias. D'après ce rapport, les sujets environnementaux ne rapportent pas d'argent aux médias. « Il n'y a pas de stratégie médiatique entreprise par les autorités pour parler des enjeux autour de la survie de l'environnement ». Plusieurs journalistes ont avoué que ces questions les intéressaient moins. Ils ont pris l'engagement, de

sensibiliser la communauté et d'accorder un peu plus de temps dans leurs émissions sur des questions environnementales.

Kinshasa : Jean-Pierre Lacroix échange avec Mbose et Bahati sur le retour de la paix dans les provinces affectées par l'insécurité. Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies en charge des opérations de maintien de la paix, accompagné de la représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Bintou Keita, a ainsi écouté le président de l'Assemblée nationale et celui du Sénat sur la manière dont l'ONU devrait travailler avec les autorités congolaises pour ramener la paix au Nord-Kivu et en Ituri notamment. D'autres questions liées à la protection des civils et au désarmement ont également été évoquées.

Sud-Kivu : les sinistrés de l'incendie de Katudu manquent de tout. Pour le chef de bureau chargé des catastrophes à la division provinciale des affaires humanitaires, les sinistrés ont besoin de tout : « On a besoin des toilettes pour ceux qui sont cantonnés ici à la coordination, on a besoin de l'eau, de l'énergie électrique, des ustensiles de cuisine, de la nourriture, des bâches, des couvertures et même des moustiquaires. Parmi les sinistrés, il y a des femmes enceintes. Si ces femmes parvenaient à accoucher aujourd'hui, comment seront-elles prises en charge ? Quand ces personnes vont tomber malades qui va s'en occuper pendant qu'ils sont dépourvus d'argent. Les enfants ont perdu les fournitures scolaires ». 1212 ménages sinistrés de cet incendie ont jusque-là été identifiés. « C'est encore un bilan provisoire parce que, le travail continue ».

Kinshasa : évaluation des possibilités pour le déploiement d'une mission d'observation électorale en RDC. Une mission exploratoire électorale de l'Union Européenne s'est entretenue le 5 juin avec le bureau de la Ceni. « Cette mission a pour objectif de voir si les conditions sont réunies pour déployer une mission d'observation électorale en RDC pour les prochaines élections prévues en décembre 2023. Si nous avons une valeur ajoutée, si une mission d'observation électorale en décembre 2023 est quelque chose qui serait viable, quelque chose qui serait utile, quelque chose qui serait souhaitable pour la RDC et pour sa démocratie ».

Bunia : 18 personnes tuées le week-end lors des attaques des ADF. Un groupe des rebelles ADF a attaqué le 3 juin les villages de Mutuyeyi, Bekembele et Bulesi à une dizaine de km de Komanda. Huit personnes ont été abattues et d'autres enlevées par ces rebelles. Dimanche 4 juin, les mêmes assaillants ont envahi la localité de Muteyi. Huit corps des agriculteurs ont été découverts après leur retrait. Deux autres civils ont été tués par les ADF, le même jour dans le village de Makanga. Ils ont également pillé plusieurs biens de la population.

Cour d'appel de Kinshasa-Gombe: le dossier de Fortunat Biselele introuvable. Cette audience a été renvoyée, en attendant de retrouver la requête relative à cette récusation au greffe de la cour d'appel.

Le ministère des Mines alerte sur l'existence d'un réseau d'arnaqueurs. Des personnes mal intentionnées se font passer pour les membres du cabinet de la ministre des Mines dans le but d'arnaquer et de rançonner des paisibles citoyens contre des fausses promesses. Pour ce faire, ces personnes utilisent des fausses adresses électroniques, des faux comptes Facebook, Twitter, Instagram et de faux numéros de téléphone. Le ministère des Mines invite la population à la prudence, en se référant seulement aux adresses électroniques officielles : info@mines.gouv.cd; www.mines.gouv.cd; Facebook : @MinMines RDC ; Twitter : @MinMinesRDC ; LinkedIn : @MinMines RDC ; Instagram : @MinMines RDC.

Le ministre Nicolas Kazadi explique les avantages du contrat entre la RDC et Primera Gold. Les allègements fiscaux accordés à Primera Gold l'ont été pour lutter contre la fraude minière et permettre au pays d'être plus compétitif que le Rwanda, qui proposait des conditions plus attrayantes aux Emirats arabes unis, la destination finale de l'or sorti frauduleusement de la RDC. C'est ce qu'a déclaré le ministre des Finances, en réponse aux accusations de certaines ONG, dont « Le Congo n'est pas à vendre ». Ces ONG dénoncent l'exclusivité consacrée à cette joint-venture d'exporter pendant vingt-cinq ans tous les minerais d'or, du coltan et d'étain d'exploitation artisanale produits dans les provinces de l'Est du pays, ainsi que les avantages fiscaux très généreux lui accordés.

Goma : exposition des œuvres d'art par les détenus de la prison de Munzenze. La production de ces ouvrages artistiques est le résultat d'un projet mis en œuvre en faveur de plus de trois mille détenus de cette prison par l'ONG-Médecins Sans Frontières-Hollande. Ce projet a abouti à l'ouverture d'une maison d'exposition et de vente des œuvres d'art à la prison de Goma, dans le cadre des activités de soutien socio-économique au bénéfice des détenus. C'est sur les murs d'une des cellules du quartier Femmes de la prison que ces œuvres d'arts ont été exposées en présence de plusieurs invités. Dans la salle archicomble, on pouvait voir notamment : des perles, des colliers, des symboles de justice comme le glaive, des jardins des délices, des

statuettes ou des bustes des illustres personnages de la RDC, des portraits symbolisant des sites historiques de la RDC.

Sud-Kivu : 4 militaires condamnés à perpétuité pour meurtres à Minembwe. Le commandant de la 12e brigade de réaction rapide, basé à Minembwe, a souligné que ces audiences foraines visaient à lutter contre l'impunité au sein des unités combattantes des Fardc déployées dans la région. Les audiences foraines « pédagogiques » ont été organisées depuis le 30 mai dernier avec le soutien de la Monusco à travers le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH).

La Haute Cour militaire refuse d'accorder la liberté provisoire au député Mwangachuchu. Les juges de la Haute Cour motivent leur décision par la gravité des griefs portés contre le prévenu, notamment ses liens avec l'agression rwandaise à la RDC, la rébellion du M23, la découverte de la cache d'armes. La demande de mise en liberté provisoire pour des raisons humanitaires afin de lui permettre de se faire soigner a donc été rejetée. Ce que dénoncent ses avocats, qui qualifient leur client d'une victime expiatoire.

Mercredi 7 juin.

La RDC frôle la barre de 4 000 cas suspects de Monkey pox, dont 192 décès. Le Gouvernement, le 6 juin à Kinshasa, a alerté sur la progression en RDC du nombre des cas suspects de cette maladie appelée autrement « variole de singe ». Sur les 3962 cas suspects, 375 cas sont confirmés. Cette situation rend la lutte contre la maladie Monkey pox une urgence en RDC, estime le docteur Jean-Jacques Muyembe, directeur général de l'Institut national de recherche biomédicale (INRB). Organisé avec le financement de l'USAID et l'appui technique de Breakthrough Action, ce point de presse avait pour objectif de sensibiliser la communauté nationale et internationale à s'impliquer pour éradiquer cette maladie en RDC.

Ituri : 23 000 enfants vaccinés contre la poliomyélite et plusieurs maladies infantiles, dont la tuberculose, le tétanos, la pneumonie et la fièvre jaune, dans les zones de santé de Nyakunde et Rwampara, dans la province de l'Ituri. Ces enfants, n'étaient pas vaccinés depuis le mois de novembre 2022 à la suite de l'insécurité des groupes armés, dans environ dix-sept aires de santé. D'autres enfants avaient raté ce vaccin, selon des sources médicales, à la suite de la résistance de la communauté locale. Cette dernière protestait contre la « discrimination dans la nomination et l'affectation des autorités sanitaires dans le territoire d'Irumu ».

Kinshasa : l'ONUDC et CENAREF sensibilisent les banquiers et assureurs sur le blanchiment des capitaux. D'après la Cellule nationale des renseignements financiers (CENAREF), la RDC est placée dans un processus de surveillance du Groupe d'action financière (GAFI), avec une quarantaine de recommandations auxquelles elle doit se conformer en matière des finances. Pour sortir de cette liste « grise », la CENAREF déploie des types d'actions en vulgarisation de la loi sur la lutte contre les crimes financiers. Ceci permettra d'inverser la donne et mettre fin aux difficultés dues parfois aux revirements bancaires du pays à l'étranger par certaines structures. CENAREF travaille avec GAFI, un organisme mondial de surveillance du blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Il définit les normes internationales visant à prévenir les activités illégales liées à ces crimes.

Pour le parti Ensemble, les accusations contre Salomon Kalonda sont un montage qui ne reflète aucune réalité. « En cas d'un procès inique qui serait basé sur ces griefs fabriqués de toutes pièces dans l'intention de nuire, les avocats d'Ensemble pour la République ne manqueront certainement pas de faire prévaloir la vérité et de démonter ces accusations dénuées de tout fondement. Le peuple congolais a le droit d'être correctement et suffisamment informé de l'incapacité, la méchanceté, les injustices et la volonté de nuire qui caractérisent ce régime.... Face à cette dérive totalitaire du pouvoir en place et à l'acharnement sur tout ce qui est d'Ensemble pour la République, nous appelons tous nos cadres, membres et sympathisants au calme à la responsabilité et au sens du devoir envers la patrie que nous voulons solidaire et apaisé ». Le conseiller spécial et politique de Moïse Katumbi, a été arrêté le 30 mai dernier à l'aéroport de Ndjili à Kinshasa alors qu'il tentait de regagner Lubumbashi.

« Tout agent public, politique comme administratif, est un agent du climat des affaires », rappelle Félix Tshisekedi, lors de la présentation du rapport du Baromètre national du climat des affaires (BNCA) le 6 juin à Kinshasa. « Il ressort de ce rapport que, le climat des affaires en RDC est en cours d'amélioration. A ce stade, le BNCA lui donne un score de satisfaction de 37 %. Cette enquête, qui s'est déroulée du 24 janvier au 27 mars 2023, a porté sur 403 entreprises dans 13 secteurs de l'économie nationale, un taux de réalisation jamais atteint auparavant ». **Recommandations du BNCA.** Le Baromètre national du climat des affaires a recommandé, notamment de mener des réformes sur la fiscalité et la parafiscalité, la sécurité juridique et judiciaire,

l'environnement politique, la gestion des marchés publics, la qualité de l'administration ainsi que celle des infrastructures. Ce rapport synthétique a eu le mérite, note-t-on, de présenter les opinions des chefs d'entreprises sur l'évolution du climat des affaires, tout en mettant en exergue les facteurs qui ont le plus influencé l'environnement des affaires. Il a également permis de formuler des recommandations pouvant aboutir à l'élaboration d'une feuille de route des réformes appropriées. **Du BNCA.** Le Baromètre national du climat des affaires (BNCA) en RDC a été lancé le 15 février 2023 par la Cellule du climat des affaires, une structure de la Présidence. Il est un outil de promotion du partenariat public-privé qui sert à évaluer périodiquement le degré de satisfaction des opérateurs économiques face aux réformes et autres pratiques liées à l'environnement des affaires en RDC. Il collecte auprès des opérateurs économiques des données pour faire de propositions afin d'améliorer le climat des affaires.

Nord-Kivu : les opérateurs économiques affirment « ne tirer aucun profit de l'adhésion de la RDC à l'EAC».

Cette intégration permet notamment aux citoyens congolais de voyager librement dans les autres pays membres. Hormis le Rwanda, d'autres pays de l'EAC font payer le visa aux Congolais. En réaction, le ministre congolais des Affaires étrangères, invite tout le monde à la patience, en attendant l'harmonisation des textes.

L'ambassadeur d'Espagne en RDC appelle le Rwanda à « cesser tout appui au M23 ». Pour lui, la stabilité et l'intégrité territoriale de la RDC sont des éléments essentiels. « Nous pensons qu'il faut avoir sérieusement le respect de la souveraineté de la RDC. Nous appuyons des efforts de plusieurs pays dans ce sens-là ».

Kinshasa : Jean-Michel Sama et Jean-Pierre Lacroix échangent sur la paix, la sécurité et le retrait de la Monusco. C'était au cours d'une séance de travail, présidée par le Premier ministre, avec quelques membres du Gouvernement, à laquelle ont pris part la délégation de la Monusco conduite par le Secrétaire général adjoint des Nations-Unies en charge des opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix. Pour lui « nous avons pu constater la convergence de nos objectifs en ce qui concerne le soutien au renforcement de l'autorité de l'État dans toutes ses composantes : sécurité, armée, police, et les autres composantes. L'accent a également été mis sur la protection des civils et sur la nécessité de faire en sorte que la transition qui est déjà engagée pour le retrait de la Monusco soit accélérée ». Pour lui, cette transition devra se faire dans les meilleures conditions en permettant l'Etat congolais d'asseoir notamment son autorité dans certaines zones. Il a notamment souligné que la Monusco a pris l'engagement de renforcer le plaidoyer en faveur de la RDC, auprès des agences humanitaires et des donateurs concernant la crise humanitaire pour que l'effort de soutien aux actions humanitaires soit renforcé.

Processus électoral en RDC : les acteurs politiques exposent leurs divergences à Jean-Pierre Lacroix. Il a échangé avec les représentants de la majorité et de l'opposition sur le processus électoral en RDC. Ces acteurs politiques ont émis des points de vue divergents concernant l'évolution de ce processus. Le secrétaire général de l'Avenir du Congo (ACO), parti politique membre de l'Union sacrée de la République, a assuré « nous avons abordé le processus électoral en cours. Nous lui avons rassuré que les élections seront inclusives, transparentes et ça va se passer dans de bonnes conditions ; nonobstant le défi logistique qui est énorme pour l'organisation des élections ». Pour l'opposition politique, le processus électoral en cours ne rassure pas « il faut qu'il ait un minimum de sécurité qui soit rétablie dans l'Est. Il faut que la Ceni soit restructurée pour refléter la diversité du champ politique congolais et se conformer à la loi. Il faut que la Cour constitutionnelle mais aussi les cours d'appels qui sont censés connaître des contentieux électoraux puissent être structurés conformément à la loi pertinente ». **L'ONU réaffirme son soutien au cantonnement des rebelles du M23.** Jean-Pierre Lacroix, l'a affirmé au cours de la conférence de presse qui a clôturé sa visite dans ce pays « nous sommes engagés à soutenir ce processus de pré-cantonement et de cantonnement avec nos efforts politiques et aussi avec nos soutiens en matière logistique. De même, nous sommes déterminés à soutenir, à faire un plaidoyer pour qu'avance de manière plus rapide le processus de désarmement dans le cadre du P-DDRCS. Il y a un besoin de ressources, mais il y a besoin aussi d'agir vite là où les conditions peuvent être réunies pour que ce désarmement intervienne rapidement, et c'est le cas notamment en Ituri ».

Tshopo : plus de 50 véhicules saisis au cours de l'opération 'zéro véhicule sans plaque minéralogique' à Kisangani. Cette opération tire sa légitimité de l'arrêté de Mme la gouverneure de province du 28 avril dernier, qui interdit non seulement la circulation des véhicules sans plaque d'immatriculation mais aussi ceux à vitres fumées. L'objectif visé est de lutter contre la criminalité dans la ville de Kisangani. Par ailleurs, le retrait de tout engin saisi est conditionné par le paiement de la plaque d'immatriculation à la Direction générale des Impôts.

Ituri : l'accord sur la paix, la sécurité et la cohésion sociale, signé entre différents groupes armés présenté au gouverneur. Le gouverneur de l'Ituri, tout en félicitant ces jeunes pour leur courage, a mis en garde les tireurs de ficelles qui les manipulent pour entraver le processus de paix. Dans ce protocole d'accord, les leaders des groupes armés ont pris notamment l'engagement de faciliter la libre circulation des personnes et leurs biens

sur toute l'étendue de la province de l'Ituri, ne plus circuler avec les armes et ne plus porter les tenues des militaires ou policiers. Le gouverneur demande à tous ces jeunes d'intégrer le site de démobilisation qui est déjà opérationnel de Diango, à une dizaine de km de Bunia pour déposer leurs armes. La société civile de l'Ituri demande à cet effet au gouvernement d'encadrer valablement ces jeunes combattants qui se sont engagés pour la paix.

Beni : 2 morts lors d'une nouvelle attaque attribuée aux ADF à Bashu. L'attaque s'est passée précisément à Kalivuli dans le groupement de Masiki – Vayana. Ces assaillants ont exécuté leurs victimes à la machette et au marteau, sans tirer un seul coup de feu.

Equateur : un député provincial plaide pour le paiement des arriérés de salaire des enseignants de Bolombo. A en croire ce député, ces enseignants impayés traversent un véritable calvaire pour assurer la survie de leurs familles. La plupart de leurs enfants n'ont pu participer aux épreuves hors session de l'examen d'Etat. La situation concerne notamment des fonctionnaires et enseignants de Basankusu, Bolomba, Makanza, Bikoro, Lukolela et Yumbi qui sont payés par l'Institution financière pour les ouvres de développement (IFOD), la banque catholique, et la Caritas. L'abbé coordinateur de la Caritas Mbandaka-Bikoro a récemment indiqué que l'IFOD ne reçoit pas les fonds du gouvernement à temps.

Beni : la Monusco sépare 12 enfants de recrues des Fardc. Les enfants, âgés de 14 à 17 ans, sont originaires de différentes localités de la région de Beni et Lubero. Il y a quelques semaines, ils se sont inscrits comme candidats pour intégrer l'armée nationale. « Ces enfants seront retournés dans leurs familles. Mais, dans l'entre temps, nous allons les référer à l'Unicef, à travers ses représentants ici à Beni pour assurer leur accompagnement ».

Jeudi 8 juin.

La coalition Lamuka rejette la loi sur la répartition des sièges, pour les élections législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales adoptée par l'Assemblée nationale. L'adoption de cette loi montre clairement les intentions du régime actuel de se maintenir au pouvoir, a indiqué cette plateforme de l'opposition. Lamuka appelle la communauté nationale et internationale à s'impliquer davantage pour que la Ceni se ressaisisse afin d'obtenir des élections crédibles, apaisées et inclusives.

Le gouvernement majore le prix du carburant. Le gouvernement justifie cette hausse de prix par sa volonté de préserver l'équilibre du système d'approvisionnement en produits pétroliers et de renforcer la gestion de la subvention pétrolières en maîtrisant la dépense fiscale et le coût budgétaire y relatif. Cette nouvelle structure des prix est applicable à partir de ce jeudi 8 juin. Le mazout se vend désormais à 2 985 FC alors qu'il se vendait à 2845 FC. L'essence est passée de 2 855 à 2 995 FC. Le prix du pétrole, lui, n'a pas bougé. Il se vend à 2 450 FC.

L'arme attribuée à Salomon Idi Kalonda appartenant au garde du corps de Matata, CONADE demande sa libération. Après la conférence de presse de l'Etat-Major des Renseignements militaires accusant Salomon Idi Kalonda de détenir illégalement un pistolet, d'entretenir des relations avec des responsables du M23 et de l'armée rwandaise, l'ancien Premier ministre et sénateur Matata Ponyo a affirmé que cette arme attribuée au conseiller principal et politique de Moïse Katumbi, appartenait à son garde du corps. « Le pistolet Jéricho attribué faussement à M. Salomon Kalonda, appartenait plutôt à mon garde du corps qui l'avait reçu en bonne et due forme de la Police depuis que j'étais Premier ministre. Cette arme a été perdue le 25 mai le jour du sit-in ».

Les maisons de Katumbi et de Salomon Idi perquisitionnées en leur absence. Dans un message sur twitter, le président de l'ONG de défense des droits de l'homme ACAJ estime que ces perquisitions menées par les agents de Renseignements militaires dans les résidences de Moïse Katumbi (à Kinshasa) et Salomon Idi Kalonda (à Lubumbashi) en absence de ces derniers et leurs mandataires spéciaux, sont amplement irrégulières. Salomon Idi Kalonda, est accusé par les Renseignements militaires de comploter avec le M23 et le Rwanda, de détenir illégalement une arme et de vouloir renverser le pouvoir de Kinshasa.

Kasaï : 8 présumés kidnappeurs d'enfants appréhendés par la Police à Kamako, territoire de Tshikapa. Ces présumés kidnappeurs dont deux femmes et six hommes, enlèvent les enfants dans la bande frontalière de Kamako pour les vendre en Angola où ils ont une antenne dans la province de Lunda Sud. Le coordonnateur de la société civile de Kamako demande aux autorités provinciales de démanteler ce réseau qui s'étend jusque dans Tshikapa.

Nord-Kivu: plus de 2 millions d'enfants attendus pour la vaccination contre la poliomyélite, qui se déroule depuis le 7 juin dans la province du Nord-Kivu. Elle concerne toutes les 34 zones de santé du Nord-Kivu, mêmes celles sous occupation de la rébellion. Les vaccinateurs passent dans chaque parcelle pour administrer le vaccin.

Conférence d'Oslo : Modeste Mutinga plaide pour la fin des hostilités dans l'Est de la RDC. Le ministre des Affaires sociales, s'est exprimé en marge de la conférence internationale sur la protection des enfants dans les conflits armés, qui s'est tenue du 5 au 6 juin à Oslo, Norvège. Le ministre a fait ce plaidoyer lors de sa rencontre avec la ministre norvégienne des Affaires étrangères. Leurs discussions ont tourné également autour de la feuille de route de l'accord de Luanda et du processus de Nairobi. Il a fait savoir que cette feuille de route n'a pas été respectée par la partie rwandaise et demande à la Norvège « de se joindre à toutes les nations éprises de paix qui militent pour le retour de paix en RDC ».

Kinshasa : résurgence du phénomène kuluna à la limite des communes de Bumbu et Ngiri-Ngiri, sur l'axe Gambela-Khartoum (Kinshasa). Des bandits urbains appelés Kuluna s'y affrontent jour et nuit, cassant tout sur leur passage et ravissant des biens d'autrui. Excédés, certains habitants demandent plus de sécurité aux autorités. Le commandant de la police de Bumbu, se plaint du manque de collaboration de la population. Il l'appelle à dénoncer les inciviques, à travers les boîtes à suggestions placées devant le commissariat à la maison communale.

Quelques acteurs politiques de l'Ituri demandent la levée de l'état de siège pour un bon déroulement du processus électoral. Selon eux, le maintien de cette mesure exceptionnelle à moins de trois semaines du dépôt de candidatures à la députation nationale suscite des doutes sur la tenue des élections dans la partie Est de la RDC. L'état de siège limite les libertés et droits individuels de la population, notamment celle de circuler librement. Le Président Félix-Antoine Tshisekedi avait déjà dirigé le 4 mai 2022 à Kinshasa une réunion d'évaluation de l'état de siège instauré depuis le 6 mai 2021 dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. A cette occasion, il avait annoncé « la tenue prochaine d'une table ronde pour décider de l'avenir de ce régime exceptionnel ».

Djugu : 6 personnes tuées lors d'attaques des miliciens Codeco et Zaïre et sept autres portées disparues, depuis le 6 juin, lors d'une incursion des groupes armés dans au moins dans cinq villages du territoire de Djugu (Ituri). Ces violences qui se produisent après environ une semaine de la signature de protocole de paix par les groupes armés locaux à Aru inquiètent certains acteurs de la société civile.

Rutshuru : plaidoyer pour la réouverture d'un couloir sur le tronçon Kiwanja – Kanyabayonga, pour les motocyclistes uniquement. Long d'environ 40 km ce tronçon routier est coupé depuis près de six mois, à la suite de l'occupation par des rebelles du M23, d'une partie du territoire de Rutshuru. La réouverture de ce tronçon permettra le ravitaillement des grandes agglomérations, comme Goma, en poissons frais en provenance de Vitshumbi. Cela permettra également, de réduire le coût du transport entre le Grand et le Petit nord. Ce coût est actuellement très élevé.

Sud-Kivu : plaidoyer pour l'intensification des patrouilles Farde-Casques bleus pour dissuader les forces négatives. Selon les notables des villages de Rwenena et Mataba, depuis une semaine, des rebelles burundais errent dans la région. L'armée burundaise a mis en déroute ces rebelles alors que ces derniers tentaient de traverser la rivière Ruzizi pour entrer au Burundi voisin. Trois de ces rebelles burundais ont été capturés alors que 28 autres ont disparu dans la forêt environnante.

Ituri : les groupes armés signataires du protocole de paix appelés à libérer les otages et restituer les biens volés. Ces groupes sont appelés à faire la restitution du déroulement du dialogue d'Aru au niveau des états-majors de FRPI, FPIC, MAPI et Codeco à Gety, Nyakunde, Lopa et Giba du 6 au 12 juin. Il est également prévu du 13 au 15 juin, la restitution des effets extorqués et la libération des personnes prises en otage par ces groupes armés. Une mission composée des comités provinciaux et territoriaux de suivi, membres de ces milices vont sillonner du 16 au 26 juin dans tous les axes concernés pour évaluer la mise en œuvre des engagements et résolutions du dialogue d'Aru. Selon le chronogramme d'activités, c'est à partir du 27 juin que des sites de désarmement et démobilisation seront aménagés à Bambu, Pimbo, Aveba, Nyoka, Irumu-centre sous la supervision des responsables du P-DDRCS, de la 32eme région militaires et de la Monusco.

Fonction publique : Jean-Pierre Lihau au Kasai-Oriental pour relancer l'identification biométrique des fonctionnaires. Cette opération d'identification qui avait été suspendue brusquement au mois de février dernier par la délégation venue de Kinshasa va reprendre. Cette reprise interviendra après une série de réunions préparatoires avec différents services techniques concernées, a fait savoir le ministre de la Fonction publique,

sans donner de date précise. Il projette de mener à Mbuji-Mayi la sensibilisation autour de la cotisation des agents à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). Son agenda prévoit également des rencontres avec les différentes couches de la population pour échanger autour des défis auxquels est confronté le fonctionnaire du Kasai-Oriental. Selon lui, ses prédécesseurs ont entretenu un système selon lequel « un agent avait 10 numéros matricules, ou plus. Le nom d'un agent se retrouve sur plusieurs services, et il touche 10, 15 ou 20 primes le mois ». Le ministre a par ailleurs dénoncé ce système qui selon lui, constitue des crimes contre la nation.

L'Union européenne enquête sur les conditions d'observation des élections de décembre. Il s'agit de s'assurer concrètement des conditions politiques, de sécurité et de logistique pour pouvoir déployer des observateurs. « La mission, doit travailler durant quinze jours. C'est au terme d'un processus de rencontres, réunions, l'écriture d'un rapport à transmettre à la hiérarchie, qui prendra la décision finale de déployer ou pas la mission d'observation électorale pour les scrutins de décembre prochain ».

Bicéphalisme à l'assemblée provinciale du Haut-Lomami : la BCC bloque les émoluments des députés. D'après les députés provinciaux du Haut-Lomami, leurs émoluments du mois d'avril traînent à la banque centrale du Congo depuis plus d'une semaine. Mais ils ne peuvent pas y accéder à cause de la cacophonie qui règne entre le bureau d'âge et le bureau déchu. Ce dernier conteste son éviction. Pour les partisans du bureau d'âge, le bureau sortant a saisi la succursale de Banque centrale du Congo à Kamina, qui a bloqué la paie.

Mongala : beaucoup de ménages affectés par les inondations à Bumba. Les eaux du fleuve Congo ont quitté leur lit. Elles ont submergé plusieurs quartiers riverains, désormais coupés du centre-ville. Plusieurs habitations, bâtiments publics, champs et des points de vente sont encore inondés à Bumba. Il devient difficile de circuler dans ces quartiers sous eaux, sinon à l'aide des pirogues. Plusieurs centaines des ménages sont affectés.

Goma : plusieurs familles riveraines de la prison de Munzenze sommées de quitter. Le gouverneur de province, justifie sa décision par les débuts des travaux de clôture de la concession de la prison Munzenze. Selon lui, c'est suivant l'accord signé par le gouvernement et la société Bridging Business Associatio, basée à Goma. Le gouvernement congolais avait cédé, en contre partie à cette société, au moins 7 hectares aux alentours de l'actuelle prison de Munzenze. Les personnes concernées par cette mesure sont donc priées de prendre toutes les dispositions utiles avant des mesures coercitives à leur endroit ne soient prises. L'autorité est cependant restée muette quant à la question de savoir lieu et le nouveau site de la relocalisation de ces nombreuses familles.

Kwilu : député provincial Lwadi dénonce la non-réhabilitation des routes de desserte agricole. Cinq entreprises ont déjà gagné le marché et obtenu du gouvernement des fonds à ce sujet, mais les travaux n'ont jamais démarrés. Il veut obtenir de la plénière de l'organe législatif provincial la mise sur pied d'une commission parlementaire pour le suivi de ce dossier. Il veut aussi que l'assemblée provinciale exerce une pression sur l'Office des routes, maître d'ouvrage et représentant de l'Etat congolais auprès de ces sociétés.

Cour constitutionnelle : le Procureur général Mukolo Nkokesha renouvelle son serment et 3 premiers avocats généraux ont prêté leur serment d'entrée en fonction. Si le mandat du Procureur général a été renouvelé pour la 2^{ème} fois, les trois autres assermentés en l'occurrence ont été promus mardi au rang de premiers avocats généraux.

Nord-Kivu : 3 morts lors des affrontements entre le M23 et le groupe CMC Nyatura à Bwito. Selon des sources, au bout de quelques heures de combats, les miliciens, communément appelés « Wazalendu » auraient réussi à repousser l'attaque dans deux villages. Mais les rebelles auraient pris le contrôle du village Shonyi. Cette zone des combats a toutefois été vidée de toute sa population, qui a fui notamment vers Bukombo-Centre et Birambizo. Trois civils ont été tués pendant ces affrontements et de pillages systématiques sont rapportés.

Vendredi 9 juin.

Des ONG et mouvements citoyens lancent la plateforme politique ACN. La plateforme politique « Alternative pour un Congo nouveau », qui réunit en majorité les organisations de la société civile et les mouvements citoyens, veut « renouveler la classe politique congolaise en privilégiant la jeunesse et les femmes ». L'ACN dit militer pour la fin du système de gouvernance prédateur, qui est à la base de la faillite dans laquelle se trouve la RDC depuis 1960. Elle entend constituer « la troisième voie » en RDC, aux côtés de la majorité au pouvoir et l'opposition.

Kinshasa : signature du protocole d'accord relatif au transfert des données par la Ceni à l'ONIP et l'INS. Ce protocole d'accord est relatif au transfert des dispositifs d'enrôlement, des données cartographiques et du matériel de collecte par la Ceni aux deux autres institutions appelées à poursuivre, dans le cadre de la

mutualisation, les opérations d'identification et de recensement général de la population, souligne la dépêche de la primature. Ce transfert des données « ouvre la voie à la délivrance bientôt des cartes d'identité nationale aux congolais ». C'est depuis 1984 que le pays n'a plus procédé au recensement scientifique de la population. « Ledit protocole permettra ainsi à l'ONIP de poursuivre ses activités conformément à sa mission d'identification de la population et de produire la carte d'identité nationale et à l'INS, d'exécuter ses activités de recensement ».

Ituri : réouverture du trafic sur la route Iga-Barriere-Mongwalu. Pendant trois ans, cette route était restée impraticable. La remise en état de cette route a de conséquences positives sur la vie socio-économique de la région. Dix véhicules transportant du carburant sont arrivés à Mongwalu. Un litre de carburant se vend actuellement à 2500 FC au lieu de 5000. Par ailleurs, la réouverture de cette route permet désormais aux Fardc de mener des opérations contre les groupes armés en vue de permettre la libre circulation des personnes et de leurs biens.

Ituri : un mort et 12 portés disparus à la suite de l'attaque des ADF à Lomalisa. Ces hommes armés ont renforcé leur position dans les chefferies de Babila Bakwanza et Bakaeku où ils se livrent à des attaques contre les civils. Depuis le mois de mai dernier, les ADF et leurs supplétifs Maï-Maï ont intensifié des attaques contre la population dans le territoire de Mambasa. Face à ce regain des violences, la société civile force vive de Mambasa, demande aux autorités « de renforcer les positions des militaires pour poursuivre l'ennemi ».

Tshopo : l'Unicef assiste les victimes des inondations d'Isangi. Cette assistance est constituée d'appareils pour la vérification de la qualité de l'eau, des purifiants d'eau, des jerricans, des seaux en plastique de 25 litres et des bâches. La cité d'Isangi est totalement inondée à la suite des pluies diluviennes qui se sont abattues dans la région. A cause de cette inondation, plus de 14000 ménages sont sans abris, en aval du fleuve Congo.

Kanyabayonga : la société civile dénonce l'arrestation de 9 femmes par l'ICCN. Leur arrestation est intervenue, le 5 juin, dans le village de Bushikwa, à la limite des territoires de Lubero et de Rutshuru, alors qu'elles étaient à la recherche de nourriture. Les écogardes les accusent d'avoir accédé à une zone en conflit entre l'ICCN et la communauté. Le président de la société civile exige leur libération sans condition.

Les évêques de l'Afrique centrale demandent au président du Burundi de s'impliquer dans la recherche de la paix dans la région. Ces chefs religieux ont fait ce plaidoyer dans un mémorandum adressé au président de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) Evariste Ndayishimiye. Ce plaidoyer a été mené à l'issue de la réunion du comité permanent de l'EAC tenue du 29 mai au 2 juin dernier au Burundi. Le secrétaire général de l'ACEAC note la détérioration de la situation sécuritaire au Rwanda, au Burundi et en RDC.

Kindu : la cour militaire acquitte l'ancien administrateur du territoire assistant et le bourgmestre de Kasongo, après 10 mois d'emprisonnement. Ils étaient poursuivis pour détention illégale d'armes et munitions. Avant d'être acquittés par la cour militaire, ils avaient été condamnés à perpétuité au premier degré. Les arrêts sur leur acquittement ont été rendus par le colonel magistrat Embu Anieng Freddy.

Butembo : la société civile dénonce « la spoliation » du cimetière de Ngese. Le cimetière de Ngese, situé dans la cellule Kalengere au quartier Kimbulu de la commune de Bulengera, dans la ville de Butembo (Nord-Kivu) est victime de « spoliation ». Un marché y a été érigé, en profanant des tombes. Le dernier enterrement dans ce cimetière remonte à 6 mois à peine, a rapporté, la société civile communale. L'administration du quartier était le premier à ériger des constructions dans ce cimetière. Elle y avait déjà construit ses deux bureaux. Le bourgmestre de Bulengera a annoncé des poursuites judiciaires contre les coupables.

Beni : 51 ménages victimes d'incursions d'hommes armés entre avril et juin. Le Réseau territorial de plaidoyer, qui regroupe plusieurs organisations de la société civile de la ville et du territoire de Beni, déplore l'insécurité grandissante dans cette ville caractérisée par des tueries de civils et des cambriolages de maisons. Dans son rapport, il a indiqué qu'entre avril et juin, 8 civils ont été tués par des bandits armés, 15 autres ont été agressés physiquement et une autre sexuellement. Le réseau dit avoir comptabilisé aussi une somme totale de 12 485 USDs ainsi qu'une vingtaine de téléphones cellulaires emportés par les malfrats. Cette situation qui affecte la population de cette agglomération contraint certaines personnes à quitter leurs habitations chaque soir, pour passer nuit ailleurs, par crainte d'être attaquées par ces bandits. Il s'installe par ailleurs et petit à petit un climat de méfiance entre civils et les services de sécurité, y compris les animateurs de l'état de siège, indique ce document. Plus inquiétant, note ce rapport, c'est l'absence de l'autorité de l'Etat qui s'observe dans certains coins de la ville.

Beni : 12 civils tués à Bukokoma dans le secteur des Ruwenzori, dans une nouvelle attaque attribuée aux rebelles ADF, la nuit du jeudi 8 juin. Ce bilan est encore provisoire. Des recherches sont en cours afin de retrouver de nombreux habitants qui manquent à l'appel. La société civile accuse les services de sécurité d'ignorer les alertes sécuritaires de la population sur les mouvements des ADF dans la région.

Bukavu : les femmes leaders de la RDC, du Mali et de la RCA demandent aux gouvernements Africains d'honorer leurs engagements de lutte contre les violences sexuelles. Ces femmes se sont exprimées à l'issue des travaux de formation sur le leadership, la négociation et médiation, jeudi, à Bukavu (Sud-Kivu). Elles s'engagent ainsi dans le processus de médiation et négociation dans les zones des conflits armés.

Mise en place d'une commission d'enquête pour vérifier d'éventuelles exactions commises par les Fardc à Kwamouth et à Goma. Elle fait suite aux plaintes et rapports émanant de différents partenaires tant locaux, nationaux et internationaux parvenus aux autorités. Composée de 20 membres issus du ministère de la Défense, de l'état-major et de l'Inspectorat général des Fardc, de l'auditorat militaire près la Haute cour militaire et de l'état-major des renseignements, la commission travaillera sur les deux sites à raison de 10 membres pour chaque site.

Les infirmiers accordent un ultimatum de grève d'une semaine au gouvernement. « Notre déclaration concerne quatre points : la paie complémentaire d'ici le 15 juin ; la publication des actes administratifs, notamment l'admission sous statut ; la promotion en grades, la semaine qui vient et quatrièmement, retirer le projet de loi Guy Mafuta qui a tendance à interdire la grève dans le secteur de la santé ». Le syndicat du personnel non-médecin avait repris le service le 24 janvier 2022 sur toute l'étendue de la RDC, après cinq mois de grève. Cet appel faisait suite au protocole d'accord signé entre les professionnels de santé non-médecins et le gouvernement, jeudi 20 janvier à Bibwa, dans la ville de Kinshasa. A travers ce protocole d'accord, le gouvernement s'engageait à respecter ses engagements qui reposaient sur les principales revendications qui ont conduit à la grève.

L'Assemblée nationale vote le projet de loi portant modification des finances publiques. Dans son économie, le ministre du Budget, a souligné que la loi de 2011 consacre une gestion budgétaire axée sur les résultats, notamment à travers l'instauration des budgets-programmes. Mais depuis sa promulgation, la RDC demeure toujours dans le mode de gestion budgétaire axé sur les moyens, en dépit de l'expiration du premier moratoire fixé en 2019. Le basculement au budget-programme permettra à la RDC d'avoir un mode de gestion par lequel l'allocation de crédit budgétaire sera désormais opérée au profit d'actions à mener et non plus aux institutions, comme c'est le cas actuellement. Cette mode de gestion qui devrait entrer en vigueur en janvier 2024 est repoussée en 2029, explique le ministre du Budget : « les modifications apportées par ce projet de loi établissent une démarcation nette entre les crédits mis à la disposition des entités présentés en programme et soumis à la mesure de la performance et ceux des institutions constitutionnelles regroupés dans des dotations et ne faisant pas l'objet d'évaluation ». C'est pour la deuxième fois que le gouvernement sollicite cette prorogation.

Samedi 10 juin.

Nord-Kivu : l'installation de l'éclairage public réduit la menace sécuritaire à Samboko. Les soixante-cinq lampadaires installés par la Monusco vont éclairer les voies publiques du village, en proie à l'insécurité. Pour le chef de bureau de la Monusco à Beni « l'expérience que nous avons fait est que partout où on a installé l'éclairage public, les conditions sécuritaires s'améliorent. Là où il y a de l'éclairage, les groupes armés ont un peu plus de mal à s'attaquer à la population civile ». Pour la Ligue des femmes de Samboko « cet éclairage pourra réduire les cas d'insécurité, des vols nocturnes et de viol. Il pourra aussi faciliter la Police et les Fardc à mieux contrôler le village ».

Prison centrale de Masisi : au moins 26 morts enregistrés à la suite du manque de nourriture et des soins depuis le début de l'année. Au moins 107 détenus dont un seul condamné se trouvent dans cette prison centrale de Masisi. La plupart de ces pensionnaires sont incapables de se tenir debout. En plus des conditions de vie difficile, la société civile de Masisi évoque également l'absence de suivi des dossiers de détenus et des audiences afin de fixer leurs dossiers ou désengorger cette maison carcérale. A la suite des attaques du M23 dans le Masisi, tous les magistrats et auxiliaires de la justice de Masisi se sont déplacés à Goma pour se mettre à l'abri.

Kinshasa : l'église Catholique lance un projet de vivre ensemble pour réduire la violence au plateau de Bateke. L'aumônier de la Commission justice et paix de l'archidiocèse de Kinshasa et curé de la paroisse Marie mère de l'Eglise dans la commune de Maluku, témoin des exactions de la milice Mobondo, espère que ce projet fasse baisser la tension. Le projet « Promotion de vivre ensemble » que vient de lancer la Commission justice et paix de l'archidiocèse de Kinshasa compte participer à la réduction de cette violence. Cependant, la mise en

œuvre d'un tel projet ne suffirait pas à ramener la paix à elle seule, estime cette commission. Ainsi, elle recommande au gouvernement, entre autres, de renforcer la sécurité sur tous les axes du plateau de Bateke, en implantant des postes de police et des positions militaires dans des agglomérations à forte densité de population et d'instituer une nouvelle mission de pacification « crédible » pilotée par la société civile.

La semaine minière de la RDC démarre le 14 juin à Lubumbashi. Au cours de la semaine minière de la RDC, les opérateurs de ce secteur vont échanger notamment sur la question de la sous-traitance. D'après le directeur provincial de la FEC/ Haut-Katanga, la sous-traitance dans le secteur minier a beaucoup évolué. « L'accès des Congolais à la sous-traitance a sensiblement augmenté dans le secteur minier. On a certainement créé des millionnaires congolais mais où sont-ils ces millionnaires ? Généralement ils prennent de l'argent dans le secteur minier et vont investir ailleurs ». Des efforts doivent être fournis pour changer la donne.

Protocole de paix d'Aru : les élus de Djugu et Irumu recommandent un suivi régulier des engagements pris par les groupes armés. Les élus de ces deux territoires ont passé au peigne fin, point par point, les dix actes d'engagement des groupes armés inclus dans le protocole de paix signé à Aru, à 260 km de Bunia. La plupart se sont attelés, par exemple, sur les points 6 et 8 de ce protocole qui stipulent : « Ne pas circuler avec les armes ainsi que les indices militaires, mais aussi ne pas entraver l'organisation du processus électoral ». L'observance de ces engagements augure de l'espoir pour une paix durable en Ituri. Mais le gouvernement doit lancer des opérations militaires de grande envergure pour contraindre tous les groupes armés à déposer les armes.

Lubero : l'ONG CPPFE exige la libération des femmes arrêtées par l'ICCN au parc des Virunga. Selon la société civile locale, il leur est reproché d'accéder à une zone en conflit entre l'ICCN et la communauté riveraine du parc. Elles accompagnaient les membres de leurs familles d'accueil aux champs, à la recherche de produits agricoles. Onze d'entre elles étaient enceintes ou allaitantes. Elles ont été libérées, mais un enfant de 5 ans, séparé de sa mère, restait introuvable jusqu'à la publication du communiqué du CPPFE. Cette ONG de défense des droits de l'homme et de l'enfant condamne ces actes et exige la libération immédiate de ces femmes.

Nord-Kivu : situation sécuritaire instable depuis deux semaines à Rutshuru. Cette instabilité est surtout constatée avec acuité dans les villages où sont présents les rebelles du M23, soutenus par l'armée Rwandaise. « Des affrontements récurrents, des pillages et assassinats sont rapportés au quotidien sans qu'on ne sache qui en est responsable et qui contrôle quoi ». Par ailleurs, des affrontements entre les rebelles du M23 et les Mai-Mai sont très récurrents dans les chefferies de Bwito et de Bwisha. D'après certaines sources, les rebelles du M23 tiennent encore d'importantes bases dans le groupement de Tongo, d'où ils attaquent vers Bukombo et Tongo.

Beni : 10 OPJ formés sur la gestion des scènes de crimes. Cette formation de 10 jours a été dispensée par la police de la Monusco à Beni. Une commandante d'escadron de la protection civile, une de bénéficiaire de cette formation, estime que cette formation va améliorer leur travail d'investigation :

Djugu : les services de sécurité notent une diminution des violences au mois de mai. Les services de sécurité attribuent cette amélioration aux efforts du gouvernement et des leaders communautaires, avec l'appui de la dans la sensibilisation des miliciens à cesser les hostilités. Le rapport de services de sécurité du mois de mai révèle que seules 31 attaques des groupes armés ont été enregistrées sur toute l'étendue de ce territoire. Toutes fois, la trentaine d'attaques répertoriées ont provoqué la mort de 19 civils dont un chauffeur. Six notables de la chefferie de Banyari Kilo ont été enlevés. Deux parmi eux ont été tués et quatre autres libérés après avoir subi des tortures à Bunzenzele. Six miliciens sont morts et six autres blessés pendant les affrontements aux Fardc.

Kinshasa : la Fondation Mzee Laurent Désiré Kabila dénonce des attaques nocturnes contre son siège social. La présidente de cette Fondation, Jaynet Kabila parle d'attaques du siège de sa structure, située dans la commune de Gombe dans la nuit du 1^{er} au 2 juin par des personnes soupçonnées être des agents de service de sécurité et un commando militaire non identifié. Elle souligne que c'est la deuxième fois que la Fondation est attaquée.

Haut-Uele : « La réintroduction de 16 rhinocéros blancs au parc national de la Garamba est une réussite » (ICCN). Seize rhinocéros blancs venus d'une réserve privée du Kwazulu Natal en Afrique du Sud, ont été transférés en toute sécurité dans le parc national de la Garamba (Haut-Uele). Cette initiative vise à restaurer la richesse complète du complexe de la Garamba après que le dernier rhinocéros blanc a été victime du braconnage en 2006, affirme le service vétérinaire du parc. Les seize rhinocéros blancs proviennent. Sur place, un personnel qualifié et un vétérinaire vont superviser leur acclimatation. Pour l'ICCN, cette réintroduction fait partie d'une stratégie globale de conservation visant à assurer la survie de cette espèce menacée d'extinction.

Beni : 2 morts et 3 blessés dans une attaque d'hommes armés contre une position des Fardc. Vers 3 h ce matin, un groupe d'hommes armés assimilés aux miliciens Mai-Mai ont pris d'assaut une position militaire à Visiki, dans la localité de Visiki-Mambongo du groupement Madiwe, au secteur de Beni-Mbau. Deux assaillants sont morts et un autre a été blessé. On compte également, deux autres blessés dans les rangs de l'armée.

Sud-Kivu : le gouvernement provincial octroie un site de relocalisation aux sinistrés de Kalehe. Ce terrain de 12 hectares est situé à Lwako. Les sinistrés de Bushushu et Nyamukubi peuvent y reconstruire leurs maisons. Leur ancien site d'habitations étant déclaré à haut risque des catastrophes naturelles. Chaque sinistré a droit à une parcelle de 15 mètres de longueur et de largeur. Les frais cadastraux sont à charge du gouvernement provincial.

Kinshasa : Félix Tshisekedi inaugure une usine de montage des bus Mercedes Benz. L'usine est dotée de toute la chaîne de montage pour produire des bus Mercedes Benz devant servir dans le transport en commun. Dans sa première phase, l'usine Mercedes Benz de Kinshasa compte produire vingt-cinq bus par mois et va employer environ cinq cents travailleurs, dont des mécaniciens congolais formés par la maison mère.

Nord-Kivu : des morts en cascade dans la prison de Walikale, alerte un élu local. Dans un communiqué de presse du 9 juin, un élu local, qualifie cette prison de mouvoir, affirmant que ces nouveaux cas portent à seize le nombre de décès enregistrés depuis son alerte du 31 mars dernier. Ces deux détenus sont morts en détention préventive. L'un avait été arrêté depuis une année et l'autre, deux ans. « Pendant tout ce temps, les détenus n'ont accès ni à l'eau potable, ni aux soins de santé. Voilà pourquoi nous voulons demander à l'autorité provinciale ainsi qu'à tous les partenaires qui interviennent dans le secteur à bien vouloir prendre toutes les dispositions afin d'organiser une chambre foraine à la prison centrale de Walikale ». Il plaide aussi pour l'amélioration des conditions de détention dans cette prison afin d'éviter d'autres morts.

Dimanche 11 juin.

L'Église catholique de Bruxelles appelle à l'aide urgente pour les déplacés de Goma. Mgr Jean Kockerols, évêque auxiliaire de Malines-Bruxelles, qui est en visite au Rwanda et à Goma en RDC jusqu'au 12 juin, lance un appel urgent à l'aide pour les déplacés de Goma vivant dans des conditions déplorable. Les infrastructures scolaires sont absentes, l'hygiène est quasiment inexistante et les conditions de vie sont extrêmement précaires. À l'ombre du grand Nyiragongo, volcan de 3 470 mètres s'étale «un camp gigantesque qui s'agrandit jour après jour, fait de baraquements et de tentes fabriquées au moyen de plastiques de récupération». Un camp de 72 000 déplacés.

Kongo-Central : 3 morts à la suite de soupçon d'infidélité. Un homme a tué sa concubine et son enfant de trois ans, dans la nuit de vendredi à samedi 10 juin dans le village Nguela, territoire de Lukula (Kongo-Central). Malonda Mabilia, qui a pris la fuite après son forfait, a été retrouvé dans la brousse le matin du samedi par la population. Il a été battu à coups de pierre, avant d'être brûlé vif. Avant de mourir, il a reconnu son crime et a indiqué sa motivation : la suspicion d'infidélité de sa concubine Mveka Nsoki et aussi ses doutes à propos de sa paternité par rapport à la fillette.

Les enseignants de 11 territoires impayés depuis 3 mois. La confédération syndicale du Congo (CSC) attribue cette situation à la lenteur de la banque à libérer l'argent auprès de la Caritas qui a la charge de payer ces enseignants. Dans un plaidoyer le samedi 10 juin, un permanant de la Confédération syndicale du Congo dans l'espace Grand Kasai demande au Gouvernement de décanter la situation.

Elections 2023 : la plateforme Pona Congo en campagne d'éveil de conscience à Kindu. Cette campagne vise à recueillir les difficultés, les vrais problèmes de de la population afin de constituer un cahier des charges entre acteurs politiques et population. A l'issue de cette rencontre d'une journée il y a eu création d'un focus groupe qui aura pour mission d'étendre cette activité dans les coins reculés de la province.

Beni : retour au calme dans la localité de Vuhaya après des affrontements entre l'armée et des Mai-Mai UPLC. Samedi 10 juin, des Fardc en patrouille ont échangé des tirs avec des miliciens Mai-Mai de l'Union patriote pour la libération du Congo (UPLC). Ces combattants de l'UPLC, cantonnés à Kalunguta depuis plusieurs semaines dans le cadre du processus de désarmement et démobilisation, tentaient d'attaquer un autre groupe armé non encore identifié, vers la colline de Muleke, indiquent les mêmes sources. Ces affrontements ont duré environ 30 minutes. Cette situation a occasionné une panique au sein de la population. De nombreux habitants ont en effet passé la nuit en brousse, croyant à une attaque des miliciens.

Mbandaka : plusieurs salles de classe du complexe scolaire Mboka Ebongi na Bato inondées à la suite d'une pluie diluvienne. « La situation est catastrophique. Après la pluie, le site est vraiment inondé, à telle enseigne qu'on ne peut pas continuer à encadrer les enfants dans ces conditions-là. Surtout en cette période de l'évaluation des élèves. On doit préparer plus de mille enfants à avoir leurs résultats de la fin d'année (scolaire). Pour que les élèves puissent jouir de leurs droits, nous lançons un SOS à l'endroit des autorités ».

Sud Kivu : des pétroliers déplorent la fraude fiscale et la concurrence déloyale des revendeurs en détail de carburant appelés « Kadaffi ». Cette fraude fiscale et parafiscale est observée au niveau des postes frontaliers de Kalundu, Kamanyola, Kavimvira et Kiliba. Ce sont les grossistes et revendeurs qui se ravitaillent à ces endroits et rejoignent la ville de Bukavu par la route de Ngomo. Cette pratique entraîne une perturbation du marché et la stabilité du prix de carburant dans la ville de Bukavu. Selon les pétroliers, le mauvais stockage du carburant par ces revendeurs constitue un danger et une source des cas d'incendie vécus dans la ville de Bukavu actuellement.

Nord-Kivu : les jeunes du groupe Génération Espoir collectent des fonds en prévision de la journée de l'enfant africain, en organisant à Goma, un spectacle. Génération Espoir, est un département de l'organisation Un jour nouveau, œuvrant à Goma, dans le domaine de protection de l'enfant et encadre une centaine d'eux à travers plusieurs activités. L'objectif est d'amener ces enfants vulnérables et abandonnés à croire à un avenir meilleur, en leurs potentialités.

Lubumbashi : les PME déplorent l'accès difficile aux crédits bancaires. « Certaines entreprises n'ont pas d'états financiers clairs qui nous permettent de comprendre quelle est la solvabilité de l'entité. Nous avons aussi besoin de savoir les projections et les prévisions financières de l'entreprise pour nous rassurer qu'une fois le prêt obtenu, elle sera à mesure de le rembourser. Et parfois les prévisions ne sont pas très claires. On ne se limite pas à dire oui ou non lorsqu'une entité s'approche de nous pour obtenir un financement. Donc on essaye de les accompagner en leur expliquant quelles sont les attentes, quelle est la démarche à suivre », a expliqué le directeur provincial de la Standard Bank dans le Haut-Katanga.

Lubumbashi : le HCR et le gouvernement discutent de l'intégration des réfugiés dans le Haut-Katanga. Entre décembre 2021 et janvier 2023, un peu plus de 11 000 Congolais ont regagné la province du Haut-Katanga en provenance respectivement de la Zambie, de l'Afrique du Sud et du Mozambique. Le Haut-Katanga compte aussi les réfugiés et les demandeurs d'asile. Ce sont principalement, les Somaliens, les Burundais, les Centres africains, les Ivoiriens, les Rwandais et les Syriens. Pour le Grand Katanga, ils sont au nombre de 4700. Et 68% vivent dans le Haut-Katanga. Au cours de ces deux jours des travaux, le HCR, ensemble avec le gouvernement Congolais et quelques partenaires devraient trouver les stratégies qui permettront l'inclusion socioéconomique des concernés. Les participants ont fait des nombreuses recommandations.

Kinshasa : Salomon Kalonda transféré à la prison militaire de Ndolo, quelques heures après avoir été déféré à l'auditorat militaire, après sa sortie du cachot des renseignements militaires. Le procureur militaire l'a placé sous mandat d'arrêt provisoire, en attendant la poursuite de l'audition lundi 12 juin.

Mgr Fulgence Muteba dénonce l'abîme entre « le train de vie insolent des politiques » et celui du peuple. Il l'a dit dans son discours prononcé ce dimanche 11 juin à la messe de clôture du 3^{ème} congrès eucharistique national organisé par la Conférence épiscopale nationale du Congo à Lubumbashi. La messe a été célébrée au stade TP Mazembe, par l'envoyé spécial du pape, le cardinal Luis Antonio Tagle, pro-préfet du Dicastère pour l'Evangélisation. « Dans ces conditions injustes et révoltantes, le peuple congolais ne désespère pas. Ce peuple croit fermement à des lendemains meilleurs. Ce peuple est conscient que son destin est entre ses mains », a indiqué Mgr Fulgence Muteba. L'archevêque métropolitain de Lubumbashi a aussi fustigé la mauvaise répartition des richesses nationales. Le cardinal Luis Antonio Tagle, a, dans son homélie, insisté sur l'amour qui devrait caractériser les chrétiens. Pour lui, la cupidité, la corruption, la manipulation sont les maux qui rongent notre société. Ces actes rendent nos familles malades et les pauvres. Le président de la CENCO, Mgr Marcel Utambi, a pour sa part condamné toute division et toute balkanisation du pays en confessant l'unité nationale. Le 3^{ème} Congrès eucharistique nationale de la RDC, s'est ouvert dimanche 4 juin à Lubumbashi dans la province du Haut-Katanga. Des évêques et délégations constituées des fidèles, prêtres, consacrés et laïcs des 48 diocèses de la RDC et d'ailleurs y ont effectué le déplacement pour cet événement national.

Nomination des nouveaux magistrats civils et militaires de la session 2023. Selon des sources judiciaires, il s'agit des juristes qui avaient réussi au concours de recrutement à la magistrature en octobre 2022 et qui étaient donc proposés à la nomination par ordonnance présidentielle. Le Président de la Cour constitutionnelle et président du Conseil supérieur de la magistrature, Dieudonné Kamuleta, avait publié, le 2 novembre 2022 à

Kinshasa, les résultats du concours des candidats magistrats passé le 9 octobre de la même année. Selon ces résultats, cinq mille nouveaux magistrats s'ajoutaient aux 3 004 autres, les réhabilités compris.

Lundi 12 juin.

Congo Gold va lancer les activités du traitement d'or en RDC dès juillet prochain. Congo Gold a fait cette annonce samedi au ministère des Mines, à l'issue de l'audience que la ministre a accordée à une délégation de cette entreprise. La ministre des Mines a donné son feu vert à l'entreprise Congo Gold pour le traitement local de l'or, après des échanges autour de cette préoccupation. La raffinerie d'or de la société Congo Gold basée à Bukavu sera inaugurée à la fin du mois de juillet. Le traitement de l'or, une première en RDC, constitue une opportunité pour le pays de promouvoir la mise en valeur de ses ressources naturelles pour espérer en tirer un maximum de profit. Il permettra de transformer l'or brut en lingot.

Programme de développement local de 145 territoires : la construction des écoles résout plusieurs problèmes dans le territoire d'Inongo. Les enseignants, parents et élèves de ce territoire d'Inongo, dans la province de Mai-Ndombe, saluent les travaux de construction des écoles primaires sous la gestion de la Cellule d'exécution des financements en faveur des Etats fragiles (CFEF). C'est dans le cadre du Programme du développement local des 145 territoires (PDL-145T).

Ouverture d'un colloque à l'UNILU sur la gouvernance des provinces. Pour le recteur de l'UNILU, Gilbert «A travers ces rencontres scientifiques, nous sommes à mesure d'arriver à des résolutions à déposer auprès des gouvernants, des institutions, de sorte que les lois à prendre soient attentives à ces propositions venues de consortium scientifiques. Nous attendons à ce qu'on nous écoute parce que, la science est la lumière des sociétés et nous voulons que les universités en RDC servent notre société de cette façon-là en la conduisant vers bon port du savoir-faire, du savoir-vivre, du savoir-être, du savoir-devenir ».

Maternité de Kintambo : « Ni eau, ni électricité, la césarienne se fait à l'aide des torches », témoignent certains pensionnaires. C'est depuis cinq jours qu'il n'y a ni électricité, ni eau courante. Malgré ces « conditions inacceptables au XXIe siècle » en pleine capitale Kinshasa, en matière d'argent, le personnel de cette maternité ne se fait même pas prier. Aucun acte médical, si minime soit-il, ne se fait gratuitement. En retour, la malade ne reçoit ni reçu ni facture. Ce qui complique la vie à ceux qui en ont besoin pour se faire rembourser par leur employeur ou leur mutuelle de santé

Le gouvernement veut rétablir l'Hôtel des monnaies dans son rôle produire des documents sécurisés et authentifiables. Il est prévu ainsi de renouveler les équipements de l'Hôtel des monnaies pour lui permettre d'augmenter sa capacité de production et de diversifier les documents produits. Le but poursuivi par le gouvernement est de rétablir l'Hôtel des monnaies dans son rôle d'imprimerie de sécurité, chargée de produire des documents sécurisés et authentifiables. Ce qui pourra contribuer à l'encadrement des recettes publiques moyennant des actes générateurs parés contre la falsification et la contrefaçon.

Kasaï : la société civile dénonce la recrudescence de l'insécurité à Tshikapa. «Il y a un mois, nous avons enregistré près de dix cas d'insécurité. Si pas des cambriolages, ce sont de paisibles citoyens qui sont lâchement abattus ou blessés par balles ». Le coordonnateur du Consortium des organisations de la société civile locale, appelle les autorités à « sécuriser les personnes et leurs biens ».

Djugu : 45 déplacés tués sur le site de Lala ce lundi. Un groupe d'hommes munis des fusils et des machettes s'est introduit dans le site de Lala, proche du centre de négoce de Bule, vers 2 h du matin, en tirant plusieurs coups de feu. Ces hommes ont tué à la machette et par balles, quarante-sept personnes dont treize femmes et vingt-trois enfants. Le vice-président du site de Lala, révèle que les déplacés vivent sous menace permanente des hommes armés et exigent le rétablissement de la paix afin de leur permettre de regagner leurs villages d'origine. Pendant ce temps, les autorités de l'Ituri qualifient ces tueries d'acte de « sabotage du processus de paix d'Aru ».

Kasindi : au moins 8 morts dans nouvelle incursion attribuée aux ADF, la nuit du dimanche 11 juin, à 80 km de Beni (Nord-Kivu), à la frontière avec l'Ouganda. Hormis les huit civils tués, d'autres personnes manquent à l'appel. Des maisons et engins roulants ont également été incendiés par ces rebelles. Le bilan risque de s'alourdir car des recherches sont en cours en vue de retrouver les disparus, déclare le président de la société civile. Il déplore que les multiples demandes pour renfoncer les effectifs de l'armée dans la région de Kasindi, n'aient jamais reçu une suite favorable. Toutes les activités socioéconomiques sont paralysées dans cette cité frontalière de l'Ouganda.

Haut-Uele : 60 % des recettes du gouvernement provincial proviennent des taxes payées par Kibali Gold.

La multinationale est le fruit d'un partenariat entre le canadien Barrick Gold, le sud-africain Anglo Gold Ashanti et l'entreprise du portefeuille de l'Etat congolais Sokimo, société d'or de Kilomoto dont elle a hérité les gisements. Les opérateurs économiques de Durba où Kibali Gold exploite l'or, sont satisfaits de la relation qu'ils ont avec cette multinationale. Toutefois, le Chef du secteur Kibali Dieudonné Surur, aimerait que la société recrute de plus en plus de sous-traitants locaux. A ce jour, le personnel Congolais représente 93 % de la masse salariale à Kibali.

Le Directeur pays de Barrick soutient que son entreprise s'assure que « ces personnes ont non seulement accès à de bonnes conditions de travail mais qu'elles progressent dans l'entreprise ». **Aux confins du village de Durba, Kibali Gold, la mine d'or la plus automatisée d'Afrique.** « Nous avons construit une infrastructure moderne, qui est la mine la plus automatisée d'Afrique pratiquement et l'une des plus automatisées du monde. Notre mine a un potentiel à ciel ouvert et aussi une exploitation en souterrain. Et ce que nous faisons pour ce qui est du souterrain, nous avons des machines automatiques qui opèrent pratiquement en surface. Ça réduit le nombre des personnes qui doivent descendre sous terre, ça les protège contre les différents risques ». Bien que confrontée à l'envahissement de ses périmètres miniers par des orpailleurs locaux, Kibali gold ambitionne de s'étendre encore.

Kindu : la CENI lance la formation des agents sur le traitement des candidatures. En 8 jours, les agents vont se familiariser avec des notions sur les procédures de réception et traitement des candidatures ainsi que les procédures d'accréditation. La convocation de l'électorat est prévue le 25 juin 2023. L'ouverture des bureaux de réception et de traitement des candidatures interviendra juste après la formation. « Puis suivra la réception des dossiers des candidatures des candidats députés nationaux, provinciaux à des dates bien précises ».

Sud-Kivu : 20 décès à la suite de l'épidémie de choléra dans la ville de Bukavu. Presque deux cents cas sont enregistrés chaque semaine depuis deux mois, au centre de traitement de choléra. La pénurie d'eau potable est parmi les causes de cette épidémie. Les sources médicales affirment que c'est depuis janvier 2023 que le choléra est déclaré à Bukavu. Les cas se sont accrues à partir du mois d'avril.

Tanganyika : plus de 300 cas de choléra enregistrés à Manono. Le médecin chef de la zone de sante de Kiambi, territoire de Manono renseigne que le nombre de cas de choléra est en hausse dans sa zone de sante. Selon lui, sept aires de santé continuent à notifier des nouveaux cas. « La prise en charge se fait avec beaucoup de difficultés du fait que pour trouver des intrants il faut se débrouiller », ajoute le Dr Jérôme Kyungu.

Bukavu : la société civile sensibilise sur la lutte contre la pollution plastique. La ville de Bukavu est en train de perdre sa beauté à cause de la pollution plastique, entraînant des conséquences néfastes sur la biodiversité. Le régime d'interdiction et celui du recyclage sont les deux pistes de solutions pour résoudre la problématique de la pollution plastique, pense le coordonnateur du Mouvement afro-écologiste Casques Verts. Plastycor, entreprise de transformation des bouteilles plastiques à Bukavu, mène trois actions principales dans le cadre de la lutte contre les déchets plastiques. Il s'agit de la sensibilisation, la valorisation et le partage ou l'enrôlement.

Walikale : la société civile exige la reprise du trafic à l'aéroport de Kigoma. Selon la société civile de Walikale la suspension qui dure depuis deux semaines, plonge le territoire de Walikale dans un enclavement total, alors que les travaux sur la route Sake-Masisi-Walikale sont suspendus depuis plusieurs mois. L'autorité de l'Aviation civile justifie cette suspension par la non-homologation de cet aéroport. Le gouvernement provincial du Nord-Kivu a financé les travaux de construction de cet aéroport pour réduire l'enclavement de ce territoire et de développer la voie aérienne. La société civile demande au directeur général de l'Autorité de l'aviation civile de « lever immédiatement la mesure de suspension d'atterrissage de vols commerciaux sur l'aéroport de Kigoma Walikale et d'éviter de privilégier une seule compagnie ».

Beni : 9 000 habitants de Samboko dépourvus de structure sanitaire depuis 5 ans. Ces difficultés sont liées à l'insécurité, indique l'infirmier titulaire du centre de santé de Samboko, rappelant que ce centre de santé avait été brûlé par les ADF en mai 2018. Conséquence, "tout ça suinte ici, la maternité suinte. On avait brûlé le dispensaire polyclinique, on avait tout brûlé. C'est pourquoi, cette structure sanitaire "fait les services préventifs seulement et la vaccination. La population se débrouille et va à Oicha".

Ituri : la Monusco condamne l'attaque meurtrière du site des déplacés de Lala. Cette attaque a fait plus de 45 morts et une dizaine de blessés, selon le bilan provisoire. Selon la Cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC, ce massacre ciblé contre des personnes déplacées vulnérables est attribué aux miliciens de la Codeco. Pour la Monusco, cette attaque constitue une violation grave du droit international humanitaire, et peut constituer des crimes de guerre. Elle exhorte les autorités congolaises à

diligenter une enquête et à traduire en justice les auteurs de ces exécutions sommaires. La Cheffe de la Monusco réitère son appel à une cessation immédiate des violences de tous les groupes armés, dont la Codeco, contre les civils.

Nord-Kivu : 38 personnes foudroyées à Eringeti, lors d'une pluie qui s'est abattue dans la région. La société civile salue les efforts du personnel soignant de l'hôpital général d'Eringeti pour la prise en charge de ces victimes et demande aux autorités de placer des dispositifs préventifs, tels que des paratonnerres autour des lieux publics.

Kongo-Central : marche de la population de Nsioni contre l'insécurité. Pour remédier à cette situation, la population exige la permutation, dans un délai d'une semaine, de tous les agents effectifs et responsables de différents services de sécurité : police, Fardc, ANR et DGM. Selon les manifestants, ces services de sécurité dont les équipes sont à Nsioni depuis plus d'une décennie, n'accomplissent pas la mission leur dévolue. Ils passent leur temps à "tracasser les paisibles citoyens avec des amendes transactionnelles et autres méfaits", précisent-ils.

Mardi 13 juin.

Une année après l'occupation de Bunagana, la société civile de Goma exige la démission de Sama Lukonde. La société civile de la ville de Goma dit constater avec regret que la misère de la population dans les entités sous contrôle rebelle s'accroît. Elle fait remarquer qu'après la prise de Bunagana, les rebelles se sont progressivement emparés d'autres agglomérations. « La société civile et la population dans l'est de la RDC, exigent : la démission du gouvernement central car n'étant pas en mesure d'assurer la souveraineté et l'intégrité du patrimoine national congolais. Demande aussi « dans l'immédiat aux forces de défense et de sécurité de la RDC, sans compter aux forces régionales et autres, de lancer les offensives et le nettoyage de positions du M23 et ADF pour ainsi faciliter le retour de déplacés de l'est de la RDC dans leurs entités et procéder à la réouverture de la route Goma-Butembo-Bunia-Kisangani en vue de la reprise des échanges commerciaux. »

Mai-Ndombe : les opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs à Kwamouth fixées au 26 juin(Ceni). La Ceni souligne que le nombre d'électeurs attendus est de 109.442, pour ce territoire dont les électeurs n'avaient pas pu se faire enrôler au même moment que ceux du reste du pays à la suite de l'insécurité qui prévalait dans leur région. Pour faciliter ces opérations, la Ceni a pris des dispositions suivantes : -Le nombre des centres d'inscription passe de 52 à 130 -Le nombre de kits d'enrôlement par centre d'Inscription passe de 1 à 4. La durée de ces opérations est de 15 jours allant du 26 juin au 10 juillet, compte tenu de l'augmentation du nombre de centres d'inscription et de kits d'enrôlement, précise la centrale électorale.

Nord-Kivu : paralysie d'activités douanières à Kasindi-Lubiriya après l'attaque des ADF. Selon le président de l'association locale des commissionnaires en douane, au moins huit personnes ont été tuées dans cette nouvelle attaque attribuée aux rebelles des ADF la nuit du dimanche 11 juin à Kasindi, la frontière avec l'Ouganda.

L'UE condamne l'attaque contre le camp de déplacés de Lala et exprime ses condoléances à tous les proches des victimes. Elle demande des enquêtes approfondies afin de traduire les coupables et les commanditaires en justice et appelle les autorités congolaises à renforcer leurs efforts pour une résolution politique de la crise en Ituri, en insistant sur le rôle crucial que les leaders locaux doivent jouer dans la réduction de la violence.

Massacre des déplacés à Djugu : l'administration militaire annonce une enquête pour appréhender les présumés auteurs. Dans sa communication faite lundi, le porte-parole de l'armée en Ituri, a qualifié cette tuerie « d'acte de sabotage du processus de paix, de sécurité et de cohésion sociale initié par le gouvernement ». Il a précisé que des dispositions sont prises pour sécuriser la zone et traquer les hors-la-loi.

Ituri : retour au calme à Bule ce mardi après des manifestations contre le massacre de Lala. Dans la soirée de lundi, le centre commercial de Bule à 4 km de Lala a été envahi par une foule en colère composée en majorité des jeunes du milieu et des rescapés de massacre du site de Lala. Les manifestants dénonçaient ce énième massacre de déplacés après celui de Savo où soixante personnes ont été tuées en 2021. Les manifestants demandaient au Gouvernement d'imposer la paix dans la région pour leur permettre de regagner leurs villages d'origine.

Kinshasa : le député national Jackson Ausse déplore les tueries en Ituri et Nord-Kivu. Pour lui, il est inadmissible que les massacres se poursuivent alors que les deux provinces sont depuis deux ans sous état de siège. Il demande carrément la levée de l'état de siège dont l'échec n'est plus à démontrer et invite le Gouvernement à renforcer la sécurité des personnes et de leurs biens dans les deux provinces, à aménager les camps des déplacés dans les zones sécurisées.

Maniema : les sinistrés des inondations reçoivent une assistance pour reprendre leurs champs. Près de 2200 ménages sinistrés des inondations de décembre 2022 à 2023, dans la ville de Kindu, reçoivent, des

semences maraîchères, outils aratoires et autres produits phyto sanitaires pour la relance de leurs activités agricoles. Ce don, distribué par le ministère provincial des actions humanitaires et solidarité nationale, est de l'ONG locale, «Mouvement international des droits de l'enfant, de la femme, de l'homme veuf et de leur promotion sociale ». «Ça va aider la communauté d'abord à répondre aux besoins alimentaires parce que déjà avec les amarantes dans trois semaines, un mois ils vont commencer à récolter. Ce qui va leur permettre de trouver à manger et quelque chose qu'ils peuvent vendre pour trouver un peu des fonds pouvant aider à subvenir à d'autres besoins ». Les sinistrés seront accompagnés par des ingénieurs agronomes et des moniteurs agricoles qui ont pris le temps de former les gens sur les pratiques agricoles, comment faire l'agriculture intelligente, comment entretenir son champ.

Hormis cette distribution, huit cent-dix ménages très vulnérables seront assistés en cash.

Kinshasa : le Sénat examine le projet de loi sur la répartition des sièges, après son examen et adoption par l'Assemblée nationale. Dans sa présentation, le ministre de l'Intérieur et Sécurité, est revenu sur les innovations contenues dans cette loi : « La répartition des sièges pour l'élection des députés nationaux et à l'intérieur de chaque province. Cette répartition s'opère selon le mode de calcul déterminé par la loi, notamment l'article 115 de la loi électorale précitée. Le nombre de sièges pour les députés est de 580 pour l'ensemble du territoire national dont 64 chefs coutumiers à copter ».

Kinshasa: la Synergie des syndicats des enseignants exige le paiement d'arriérés de la prime des agents du Centre de correction de l'examen d'Etat. « La Synergie de syndicats des enseignants exige du gouvernement, l'ouverture du centre de correction des examens d'Etat pour la poursuite de la correction des épreuves et le paiement de la prime de la rédaction des diplômes d'Etat 2021, 2022. Le paiement de la prime d'encadrement de la feuille des services, non payé depuis six mois. Le réajustement de la prime pour fonction spéciale et spécifique pour les agents et cadres de l'Inspection générale de l'enseignement. La réhabilitation de l'Inspection générale de l'enseignement dans ses missions premières ».

Human rights watch accuse les rebelles du M23 de meurtres, exécutions sommaires et viols. Des attaques par armes explosives menées dans des zones habitées dans la province du Nord-Kivu ont tué et blessé des civils, endommagé des infrastructures et exacerbé une crise humanitaire déjà catastrophique, poursuit ce communiqué. « Les meurtres et viols commis sans relâche par le M23 sont favorisés par le soutien militaire que les commandants rwandais apportent au groupe armé rebelle. La RDC et le Rwanda ont tous l'obligation de traduire en justice les commandants du M23 pour leurs crimes, ainsi que tout responsable Rwandais qui les soutient », recommande HRW. Le 9 mai dernier, Médecins sans frontières a indiqué avoir fourni des soins à 674 survivantes de violences sexuelles au cours des deux dernières semaines d'avril dans des camps des déplacés autour de Goma. Human rights watch révèle notamment que « les groupes armés qui soutiennent les Fardc contre les M23, se sont rendus coupables de grave abus. Des femmes ont témoigné avoir été violés par des combattants des groupes armés notamment par les FDLR et les Nyatura du groupe Habazungu ». HRW dit avoir reçu des informations crédibles à propos de plus d'une dizaine d'autres exécutions sommaires commises par le M23. La reprises des hostilités impliquant le M23, les Fardc et plusieurs autres groupes armés a entraîné le déplacement d'environ un million de personnes depuis mars 2022, note encore Human rights watch.

Beni: le parlement d'enfants en appelle à l'implication de tous pour lutter contre le travail des enfants. Il a lancé cet appel, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale dédiée à la lutte contre cette forme de maltraitance infantile. Le travail des enfants demeure une réalité vécue au quotidien dans cette région où plusieurs enfants passent leurs journées dans les rues et avenues à exercer de petits métiers de survie. Ils transportent en mains quelques produits. Et ces journées passées à déambuler dans les rues, ne sont pas sans danger. Ces enfants se font parfois ravir leurs marchandises par des voleurs. Le président du Parlement d'enfants de Butembo-Lubero, demande aux autorités de s'impliquer activement pour mettre fin au travail des enfants.

Lubumbashi : l'Unicef et la division des affaires sociales en campagne contre le travail des enfants dans les mines. Cette sensibilisation s'est déroulée au centre minier de Kakuluku. Ce site compte plusieurs dizaines d'enfants qui y travaillent au quotidien. Ils sont exposés à la poussière et aux accidents. Pour le chef de Bureau de l'Unicef, la place des enfants c'est à la maison et à l'école et non dans les sites miniers. Certains parents ont adhéré à cette démarche et ont pris l'option de ne pas laisser leurs enfants s'adonner à ce genre d'activités. D'autres ont fait savoir qu'ils sont confrontés à des nombreuses difficultés pour subvenir aux besoins de leur progéniture. Ils demandent donc à l'Etat congolais et aux humanitaires de mettre à leur disposition des projets qui leur permettront d'exercer des activités génératrices de revenus pour la prise en charge de leurs enfants.

Nord-Kivu : reprise normale des activités à Kasindi après le meurtre de 8 civils. Les activités ont été paralysées dans cette cité lundi à la suite du meurtre la veille de huit civils dans une attaque attribuée aux ADF. Des sources sécuritaires disent que des nouvelles dispositions sont déjà prises pour sécuriser la population.

Elections en RDC : la Ceni va convoquer l'électorat le 25 juin. Pendant vingt jours, soit du 26 juin au 15 juillet, les Bureau de réception et traitement des candidatures (BRTC) à la députation nationale seront ouverts. A cet effet, la CENI rappelle les conditions requises pour chaque candidat : être de nationalité congolaise, être âgée de 25 ans révolus à la date du dépôt de candidature, jouir de la plénitude des droits civiques et politiques, avoir la qualité d'électeur ou se faire identifier et enrôler lors du dépôt de candidature, avoir un diplôme d'études supérieures ou universitaires ou justifier d'une expérience professionnelle d'au moins cinq dans les domaines politique, administratif ou socio-économique. Seront joints à ce dossier, une photocopie de la carte d'électeur, de l'acte ou de naissance, une preuve de paiement de 1 600 000 FC par siège, l'original de la lettre d'investiture du candidat par son parti ainsi qu'une photocopie certifiée conforme du diplôme d'études supérieure ou universitaire.

Développement de 145 territoires/Mai-Ndombe : un centre de santé moderne en construction à Nkolobeke, à 35 km de la ville d'Inongo, grâce à la cellule d'exécution des financements en faveur des Etats fragiles qui gère le Programme de développement local de 145 territoires. Cette infrastructure va résoudre plusieurs problèmes de santé dans ce coin, où l'accès aux soins sanitaires de qualité reste un casse-tête.

Crise dans l'Est de la RDC : Jean-Pierre Bemba consulte les confessions religieuses à Goma. Au deuxième jour de sa visite à Goma, le ministre de la Défense, a échangé le 13 juin avec les responsables locaux des confessions religieuses sur la situation sécuritaire préoccupante au Nord-Kivu. Les responsables des églises ont demandé au ministre de la Défense de prendre des mesures préventives pour la gestion des groupes d'autodéfense, communément appelés "Wazalendo", afin que ces derniers ne puissent se retourner contre le gouvernement, une fois la guerre terminée. Ils lui ont demandé de faire le suivi de l'approvisionnement des militaires au front, afin que tout le nécessaire leur soit disponibilisés. Jean-Pierre Bemba a également rencontré les responsables militaires de la Monusco, de la CIRGL et de l'EAC.

Bukavu : le manque d'urbanisation de certaines communes accroît le risque d'incendie. Plus de mille maisons ont pris feu dans 3 incendies distincts en l'espace de 2 semaines. D'importants dégâts matériels ont été enregistrés, faisant des milliers de sans-abris, qui s'ajoutent aux victimes d'incendies des années précédentes. Pour le bourgmestre d'Ibanda, le manque d'urbanisation aggrave d'une part le risque d'incendie, vu que les habitations sont collées les unes aux autres. Le feu se propage ainsi vite en cas d'incendie. D'autres part, l'absence des rues entre les maisons ne favorise presque pas, notamment, l'accessibilité des secours pendant ces incendies. La ville de Bukavu risque de disparaître soit par des incendies, soit par des érosions soit par des éboulements de terre ».

Mercredi 14 juin.

Procès Mwangachuchu : 2 officiers de la police interrogés sur la garde de la société SMB. Le général Aban Van, commissaire provincial de la police dans le Nord-Kivu et le colonel Van Kasongo ont comparu ce mardi sur les effectifs policiers commis à la garde de la Société minière de Bisunzu (SMB) "Ils étaient combien ? Et pourquoi étaient-ils constitués à 90 % d'une seule ethnie, alors que la loi l'interdit ?", interroge La Cour à l'attention des renseignant. Elle les accuse d'avoir caché à l'Etat les effectifs réels pris en charge par la SMB. Au total, 86 policiers étaient payés par la SMB, mais l'Etat ne percevait l'argent que de 43 policiers via la DGRAD, dont le ministère public montre les notes de perception. Donc il y avait un surplus fictif qui profitait aux chefs de la police. Qui a signé ce contrat ? Pourquoi avoir réservé un traitement favorable à la seule concession de Bisunzu, alors que l'insécurité se posait partout à Rubaya ? D'après la Cour, les chefs de la police ont trompé l'Etat.

Ituri : le gouverneur déplore la présence d'hommes armés parmi les déplacés. « Les attaques et les représailles par certains miliciens des groupes armés locaux de l'Ituri qui veulent saboter le processus de paix en cours est à la base de récentes violences dans le territoire de Djugu ». C'est ce qu'a déclaré le gouverneur de province de l'Ituri, au lendemain de massacre de 46 civils du site des déplacés de Lala. Le chef de l'exécutif provincial condamne ces tueries et la présence des hommes armés, qui se cachent dans le site des déplacé « et de là, ils mènent les opérations contre les autres communautés et c'était le cas ». Selon lui, les mandats d'arrêts sont déjà confectionnés pour arrêter les auteurs de ces tueries, parmi lesquels figureraient "des politiciens".

Kongo-Central : 2 navires pleins de surgelés accostent à Boma. Les deux navires, transportent respectivement 1300 et 4900 tonnes des vivres frais. Il s'agit de 2 premières cargaisons de vivres frais affrétées par l'armateur Grand moulin du Congo. Cet accostage, qui intervient deux ans après la fermeture de l'Entreprise générale d'alimentation et de logistique (ÉGAL) à Boma, va soulager les commerçants des vivres frais exerçant dans cette ville. Depuis plusieurs mois, en effet, ils éprouaient d'énormes difficultés pour se réapprovisionner.

L'évènement offre aussi une bouffée d'oxygène pour la main-d'œuvre locale. Depuis la fermeture de l'entreprise EGAL, la plupart d'ouvriers tournaient les pouces, explique le maire de Boma, Senghor Mbutuyibi.

Semaine minière de la RDC à Lubumbashi : 120 exposants et 5 000 visiteurs attendus. Pour la première fois, DRC mining week enregistre la participation des entreprises chinoises. Les visiteurs et les participants vont aussi assister aux conférences et aux panels composés d'experts et autres chefs d'entreprises. Cette manifestation annuelle rassemble les opérateurs économiques du secteur minier et les entreprises qui offrent les services aux miniers, pour nouer des relations d'affaires et échanger les expériences. Cette rencontre est aussi une occasion pour les sous-traitants de chercher des marchés, dans un contexte où gagner un contrat relève du parcours de combattant.

La Cour d'appel de Kinshasa/Gombe renvoi l'affaire de Fortunat Biselele au 27 juin, pour régulariser la procédure de notification du tribunal de grande instance de Kinshasa/Gombe dont les juges ont été suspectés par la défense. « M. Biselele avait suspecté le tribunal de grande instance de Kinshasa/Gombe et avait sollicité devant la cour d'appel le renvoi des juridictions. Parce qu'il avait réalisé, que la bonne administration de la justice était remise en cause. Il ne pouvait pas être dans les conditions de profiter d'un procès équitable. Voilà pourquoi il avait suspecté le tribunal ». L'ancien conseiller privé du Président Félix-Antoine Tshisekedi, a été arrêté le 14 janvier.

Tshopo : l'OMS apporte une assistance médicale aux victimes des inondations et du conflit interethnique. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a remis, le 3 juin, au ministère provincial de la Santé de Tshopo 4 tonnes de matériel médical en faveur des victimes des inondations du territoire d'Isangi et du conflit interethnique entre les Mbole et les Lengola. Cette assistance est constituée des kits comprenant des médicaments susceptibles de soigner toutes sortes de maladies ainsi que des kits traumatiques.

Beni : les étudiants de l'UCBC sensibilisés sur les dangers de la désinformation. Devant les étudiants, le responsable de l'information publique du bureau local de la mission onusienne, a expliqué avec force détails les formes que peut prendre la désinformation, des plus subtiles aux plus voyantes. Des dispositions légales relatives à la désinformation, il en a également été question au cours de cet échange. Me Médard Bikitakita, défenseur judiciaire à Beni, a longuement expliqué aux étudiants les contours du nouveau Code numérique promulgué en mars dernier par le chef de l'Etat. Il a notamment fait savoir que la désinformation génère plusieurs types d'infractions qui sont actuellement punies par la loi congolaise. Il a notamment pris l'exemple des personnes qui diffusent de fausses informations au sujet des opérations militaires sur le front qui peuvent être poursuivies pour démoralisation des troupes. Pour sa part, Chrystone Luzolo estime qu'il faut informer, sensibiliser et éduquer. Elle souhaite notamment que la Monusco parle de plus en plus de son mandat, comme l'a fait le chef de bureau devant les étudiants de l'Université chrétienne bilingue du Congo (UCBC).

Kinshasa : les bus TRANCO destinés pour la province du Sankuru traînent encore dans les entrepôts à Kinshasa. Le ministre des Transports et voies de communication, l'a affirmé, pour lever l'équivoque et mettre fin aux rumeurs selon lesquelles les bus auraient pris une autre direction. Il ne reste plus que les « dernières dispositions d'usages » pour que les bus TRANSCO à destination de Sankuru quittent la ville de Kinshasa.

Manque d'infrastructures et moyens conséquents : contraintes du centre de transfusion de Beni qui couvre 6 zones de santé. Sept petits locaux construits à l'hôpital général de Beni, dans un périmètre de plus ou moins 20 m² servent d'infrastructures du centre de transfusion sanguine de Beni, une zone où il y a souvent des blessés par armes à feu et armes blanches et qui nécessitent une transfusion sanguine. Un manque d'infrastructures qui affecte le fonctionnement de ce centre, note son responsable. L'absence de moyens pour couvrir les coûts des différents réactifs affecte également le fonctionnement du centre de transfusion sanguine de Beni.

Nord-Kivu: la société civile de Basongora plaide pour l'installation d'une position des Fardc à Vukuka, pour faire face à l'insécurité qui gangrène cette contrée. La société civile de Basongora estime que les forces armées conjointes de la RDC et de l'Ouganda vont empêcher les mouvements des assaillants du parc des Virunga, où ils se cachent, vers la zone habitée par la population. Il exhorte les services compétents à mettre à la disposition de la population un numéro de téléphone opérationnel pour faciliter "une interaction rapide".

Goma : l'hôpital Heal Africa plaide auprès de Pramila Patten pour la réinsertion des victimes de violences sexuelles et des enfants nés de ces actes. « Nous n'avons pas d'appui pour prendre en charge les survivants des violences sexuelles, notamment les enfants issus du viol, qui éprouvent beaucoup de problèmes. Ils ne sont pas acceptés par leurs mères. Parfois difficilement ! Mais aussi, dans les familles où vivent ces mères ». Ces

survivantes des violences sont souvent démunies et ont un niveau d'instruction très bas. Entre avril et mai 2023, environ 100 filles de moins de 18 ans, victimes de viols en zone de conflit ont été reçues à l'hôpital Heal Africa de Goma. Sur place, la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, Pramila Patten, a écouté les plaidoyers sur les besoins et difficultés principalement sur l'accès aux soins, à l'éducation et à la justice. Les responsables de l'hôpital ont aussi signifié que plus de 300 enfants issus de viols, sont nés de mères mineures, avec risque d'apatridie. Ils sont stigmatisés et rejetés. Plus de 15.000 cas de viols ont été référés à la justice, avec seulement 60 jugements.

Nord-Kivu: les usagers de la route Beni-Butembo inquiets de l'absence des forces de défense et sécurité sur ce tronçon. "Les militaires des Fardc sont quasiment invisibles pendant la journée sur l'axe routier Beni-Butembo. C'est seulement au niveau de deux postes de péage routier que ces militaires sont visibles : à Mukulya à la sortie sud de la ville de Beni et Kangote, à l'entrée nord de Butembo". Cette situation expose les usagers de cette route aux multiples dangers, particulièrement, pendant la nuit. De leur côté, les conducteurs de véhicules se plaignent d'une baisse sensible de la clientèle due à l'absence des forces de sécurité sur cet axe routier.

Sud-Kivu : des services spécialisés sensibilisés sur la lutte contre les financements des groupes armés. Selon le chef de la section gouvernance minière et lutte contre le financement des groupes armés au sein du P-DDRCS, la prolifération des groupes armés dans la partie Est du pays est liée notamment à l'accès aux financements qu'ont ces forces négatives. Parmi ces sources de financement, il cite l'exploitation illicite des ressources naturelles, le blanchiment d'argent,... C'est dans ce cadre que des représentants des services spécialisés dans la lutte contre la fraude minière ont été sensibilisés sur l'ampleur de cette problématique.

Butembo: le docteur Emmanuel Amisi déplore la faible collecte de sang causée par l'insécurité. Selon lui « le besoin reste toujours énorme par rapport au don de sang. Nous couvrons plus d'une dizaine des zones de santé de la partie grand nord de la province. Jusque-là, on n'arrive pas à répondre à cent pour cent aux différents besoins. Il y a également les collectes mobiles de sang, qui ne sont plus réalisées dans certaines zones de santé à la suite de l'insécurité ». Il a lancé un appel aux volontaires afin de sauver des vies. Au moins une quarantaine de personnes ont donné volontairement leur sang ce 14 juin, au cours d'une cérémonie organisée à cette fin à l'antenne de Butembo du Centre de transfusion sanguine.

Sud-Kivu : la société civile s'inquiète de la lenteur de l'exécution du PDL 145 territoires. Après avoir visité les chantiers du PDL-145T, la coordination de la société civile a déploré que les travaux n'avancent pas. Le constat est le même dans les sept territoires où s'est rendu cette coordination. Dans l'ensemble des territoires, la société civile locale se plaint de ne pas être impliquée dans le déroulement des travaux. L'on déplore également la non-considération de la main d'œuvre locale par les entreprises sélectionnées par le PNUD et qui ne maîtrisent pas le milieu. Pour la société civile, à Kabare comme à Uvira, des travaux amorcés sont à l'arrêt par manque d'argent,

Nord-Kivu : plusieurs exactions perpétrées dans les zones contrôlées par les rebelles du M23/RDF à Nyiragongo (Société civile). Ces exactions remontent à l'annonce du retrait des troupes rebelles du M23/RDF en date du 24 décembre 2022 et le déploiement de la Force régionale de l'EAC dans ce territoire. Le coordonnateur de la société civile ajoute que des tueries, assassinats, recrutement des jeunes dans la rébellion, l'installation d'une administration parallèle sont devenues monnaie courante dans la région. Il estime outre les exactions perpétrées contre les populations « environ 50 tronçonneuses sont repérées pour extraire les bois, les planches et le reste fabrique du charbon à destination du Rwanda. Extension du pâturage rwandais vers Kibumba, où des vaches sans frontières sillonnent aisément à Kibumba et broutent les herbes dans le PNVI en secteur Mikenko ». Il dénonce également les bornes fontaines et vols du matériel destiné au projet d'adduction d'eau mise en œuvre par l'organisation MDF. Les églises et écoles « sont vandalisées. Pire encore plusieurs cas de violations des droits humains ont signalé. A savoir : des enlèvements dont environs trente personnes qui étaient parties à Kibumba pour faire l'état de lieux de leurs biens abandonnés et exploités illégalement par la population rwandaise ont été amené dans la brousse depuis le 1er juin de cette année en cours par les terroristes du M23 ».

Jeu

L'Assemblée nationale a traité seulement 22% de matières programmées pour la session de mars. L'Assemblée nationale et le Sénat vont clôturer ce jeudi 15 juin la session ordinaire de mars. Au cours de ces trois derniers mois, l'Assemblée nationale a tenu 32 séances plénières. Une vingtaine des matières ont été examinés sur les 90 programmées. Il y a notamment l'examen et adoption de 8 projets de loi de ratification en exécution de la loi d'habilitation du Gouvernement. Au chapitre du contrôle parlementaire, la revisitation du

contrat chinois annoncée avec pompe par le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, lors de l'ouverture de cette session, n'a pas été faite de manière attendue. Seule l'interpellation du directeur général de la Société nationale d'électricité, a été débattue jusqu'à sa déchéance, qui n'avait passé que trois mois de gestion à la tête de la Snel.

Accord-cadre d'Addis-Abeba : Ntumba Luaba et Huang Xia discutent sur le respect des engagements des pays signataires, de cet accord. « L'objet de cette visite, c'est d'échanger ensemble pour voir comment consolider cet accord-cadre, comment le revisiter en cas de besoin et faire en sorte que la paix, la coopération, la sécurité, et le développement soient consolidés dans la région. Faire en sorte que, tous les pays signataires de l'accord cadre puissent respecter et rendre compte de leurs engagements. Parmi ces engagements, il y a le respect de la souveraineté de chaque Etat, la non-ingérence et le respect mutuel. Donc, nous allons veiller encore davantage à ce que ces engagements-là soient respectés et puis rétablir le lien, la confiance à travers ce respect-là. Nous travaillons au retour de la paix et à la consolidation de la paix et d'une paix durable », a expliqué, à la presse, le coordonnateur du Mécanisme national de suivi de cet accord, Alphonse Ntumba Luaba.

Journée mondiale de l'enfant africain : des élèves de Beni appellent le Gouvernement à rétablir la paix dans leur région. Ces élèves lancent également un SOS en faveur des enfants qui errent à travers les rues de la ville. Parmi eux, de nombreux orphelins, à la suite des tueries de civils dans la région de Beni. Ils insistent également sur la protection de l'environnement. Ils rappellent que leur avenir dépend aussi de la gestion actuelle de l'environnement: « Pour la pollution de l'eau, il faut canaliser les eaux sales ailleurs. Pour la pollution de la terre, il ne faut pas jeter des objets qui ne pourrissent pas pêle-mêle » a déclaré un autre élève. **Journée de l'enfant africain : plusieurs enfants de la RDC affectés par la pauvreté et les conflits armés.** Des enfants sont abandonnés, privés du cadre familial car, certains sont accusés de la sorcellerie. D'autres enfants vivent dans les rues ou travaillent dans les mines, d'autres encore sont affectés par les conflits armés. Cette situation est amplifiée par un contexte de pauvreté généralisée qui touche le pays. Pour autant, des efforts sont fournis par le Gouvernement et ses partenaires pour remédier à cette précarité à laquelle sont exposés les enfants congolais. C'est notamment la gratuité de l'enseignement à l'école primaire. Les acteurs investis dans la promotion des droits des enfants plaident auprès des autorités congolaises pour que le développement de la jeunesse devienne une priorité du gouvernement. Ils souhaitent que cela figure dans son axe stratégique de développement, surtout que, la moitié de la population de la RDC est constituée de jeunes âgés de 10 à 12 ans.

Bunia : mise en place d'une équipe provinciale pour faciliter le départ de la Monusco. Le but de l'atelier était de constituer une équipe qui devra réfléchir sur la mise en place des cinq jalons sur les dix-huit adoptés par le gouvernement et la Monusco, en vue de faciliter le départ responsable de la Mission Onusienne de la RDC et de l'Ituri en particulier. « C'est une étape très importante qui marque le début du processus de départ graduel et responsable de la Monusco en RDC que l'Ituri vient de franchir », a déclaré le chef de bureau de la Monusco en Ituri. Dans cette province la mission onusienne a perdu une vingtaine de ses soldats depuis le déploiement de ses troupes. Pour certains membres de cette équipe provinciale de transition, la première responsabilité de rétablir la paix en Ituri, revient aux fils et filles de l'Ituri qui doivent se parler en face et résoudre les différends qui les opposent.

Kinshasa : des associations de lutte contre les grossesses non désirées plaident pour la dépénalisation de l'avortement. Devant la Commission genre, femme, famille et enfant, mardi 13 juin à l'Assemblée nationale, cette coalition a rappelé que l'avortement constitue à ce jour, la deuxième cause de mortalité chez les femmes et a plaidé pour que le protocole de Maputo soit pris en compte en RDC afin de dépénaliser l'avortement. Il rappelle que celle qui avorte est condamnée selon les articles 165 et 166 du code pénal congolais, alors qu'en même temps, le protocole de Maputo autorise l'avortement sous certaines conditions. La présidente de la Commission genre, famille et enfant, évoque la nécessité d'harmoniser les lois congolaises aux textes internationaux afin de mettre fin à la mortalité liée aux avortements clandestins.

Journée mondiale du don de sang : 96 personnes à Bunia se sont engagées à donner bénévolement leur sang. Le Centre provincial de transfusion sanguine de l'Ituri a organisé une conférence pour sensibiliser la population sur l'importance de donner du sang qui permet de sauver des vies humaines. L'objectif de cette campagne était de trouver des volontaires donateurs de sang. Le thème retenu cette année pour la célébration de la journée mondiale du don du sang est : « Sang, plasma, partageons la vie, donnons souvent ». **Goma : augmentation des besoins en produits sanguins au Centre provincial de transfusion sanguine.** Le Centre provincial de la transfusion sanguine du Nord-Kivu (CPTS) a dit, le 14 juin, avoir enregistré une importante augmentation de besoins en produits sanguins au cours de ces deux dernières années. Selon la coordinatrice du CPTS/Nord-Kivu, les besoins en sang sont chiffrés à 78 000 unités, mais seulement 42 000 patients ont été servis, soit une couverture de 54%. Ce qui veut dire qu'il y a eu beaucoup de cas de décès par manque de sang

dans des hôpitaux, a-t-elle expliqué. Elle a noté la nécessité d'augmenter les réseaux de donneurs de sang afin de faire face à cette carence.

Lubumbashi : des étudiants manifestent leur intérêt au DRC mining week. Des jeunes étudiants des universités de la ville de Lubumbashi (Haut-Katanga), sont nombreux à visiter les stands et à échanger avec les responsables des entreprises présentes à la semaine minière de la RDC (DRC mining week).

Kinshasa : coup d'envoi de la 2e édition du prix Henriette Eke sur la lutte contre les violences basées sur le genre. La 2^{ème} édition du concours des médias « prix Henriette Eke » a été lancée mardi 13 juin à l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (IFASIC), à Kinshasa. Ce prix récompense une production journalistique sur un thème précis choisi par les organisateurs. Le représentant de l'UNFPA en RDC, explique le triple objectif poursuivi par ce concours : « Nous visons 3 objectifs : s'assurer qu'il y a zéro décès maternel évitable, zéro violence basée sur le genre et zéro besoin non satisfait en matière de planification familiale. Nous lançons ce concours pour la production des meilleures productions médiatiques, mais aussi pour encourager les professionnels des médias à travailler encore beaucoup plus pour informer et sensibiliser la communauté et les décideurs sur les questions relatives à la population ». Henriette Eke était la conseillère sage-femme de l'UNFPA. Elle est décédée en 2020. Cette édition est parrainée par le ministère de la Communication et Médias.

DRC mining week: l'USAID prête à accompagner la RDC à promouvoir son secteur minier. D'après le directeur de l'agence américaine de développement en RDC, les Etats-Unis ont l'intention de se concentrer sur les défis et les opportunités dans le secteur minier de la RDC ; en particulier sur ce que les États-Unis considèrent comme des minéraux critiques, disponibles en RDC, tels que : le cobalt, le lithium, le tantale, l'étain, le zinc, le niobium. Le conseiller en croissance économique de l'USAID a indiqué que pour attirer les investisseurs dans le secteur industriel, la RDC doit atténuer les risques d'investissement. Elle doit aussi faire en sorte que les investisseurs se sentent plus à l'aise à investir des millions dans le secteur artisanal. Il faut donc améliorer notamment les conditions de travail pour que ces productions arrivent facilement dans la chaîne d'achat étrangère.

Bukavu : plus de 300 femmes ciblées par la campagne de dépistage gratuit du cancer du col de l'utérus. L'Association SOS Sida a lancé, le 14 juin, à Bukavu (Sud-Kivu) la campagne de dépistage gratuit du cancer du col de l'utérus. Elle rentre dans le cadre du projet Agir pour la santé sexuelle des jeunes et des personnes vivant avec le VIH. « Nous voulons par cette campagne, toucher le plus de femmes sur le dépistage qui est gratuit et donc assurer la prise en charge pour diminuer la mortalité liée au cancer de l'utérus chez les femmes. Toutes les femmes qui ont déjà eu au moins un rapport sexuel sont exposées, et il y a aussi le nombre élevé de grossesses », précise la coordonnatrice du projet.

Crimes commis au Nord-Kivu: le Procureur de la CPI accède à la demande de la RDC, « à la Cour d'ouvrir une enquête sur les crimes présumés relevant de la compétence de la CPI commis en province du Nord-Kivu, en RDC, du 1^{er} janvier 2022 à ce jour ». Il fait part de son « intention de procéder instamment à un examen préliminaire » de cette situation. « Le nouveau renvoi est accompagné de documents supplémentaires et demande au Bureau d'enquêter sur des forces et groupes armés particuliers, qui seraient responsables de crimes relevant du Statut de Rome commis au Nord-Kivu ». Pour lui, « tous les crimes allégués commis dans le cadre de la situation par toute personne, indépendamment de son affiliation ou de sa nationalité, seront analysés ».

Le Gouvernement habilité à légiférer en période de vacances parlementaires. L'Assemblée nationale a adopté ce 15 juin, aux petites heures du matin, six projets de loi. Parmi ceux-ci, se trouve la loi autorisant la prorogation de l'état de siège et le projet de loi portant habilitation du gouvernement à légiférer durant la période des vacances parlementaires. Si le projet de loi portant autorisation d'une énième prorogation de l'état de siège a été voté sans débat, la loi portant habilitation du Gouvernement a suscité une grande discussion à minuit, avant son adoption à une heure du matin. La plupart des députés n'ont pas jugé opportun d'habiliter le Gouvernement à légiférer par ordonnance-loi sur les matières autres que l'autorisation de la prorogation de l'état de siège. A travers ce projet de loi, le Gouvernement a sollicité d'être habilité à voter plusieurs lois pendant les trois mois des vacances parlementaires. Il s'agit notamment des projets de loi portant l'endettement publiques, la répression du racisme et du tribalisme, des violences basées sur le genre ainsi que celui portant création de la médaille de la vaillance pour la patrie. Après débat, l'Assemblée nationale a adopté cette loi d'habilitation moyennant quelques modifications, notamment en élaguant de la liste des lois à légiférer par le gouvernement, celle portant l'aménagement du territoire et celle sur les jeux d'argent.

Les élèves de 8^{ème} année passent leur test d'orientation. Le Test national de sélection, d'orientation scolaire et professionnelle (TENASOSP) a démarré jeudi 15 juin à travers le pays. Ce test certificatif permet aux élèves de 8^{ème} de passer aux humanités. Près d'un million d'élèves candidats, garçons tout comme filles, participent à cette épreuve dans toute l'étendue de la RDC. Pour la journée de ce vendredi, les candidats au TENASOSP feront face aux français et à la culture générale.

Violences sexuelles en RDC : l'ONU appelle à une "assistance urgente et adéquate aux victimes". La sous-secrétaire adjointe de l'ONU, en charge des questions des violences sexuelles commises en période de conflits, a bouclé sa mission au Nord-Kivu. Elle a appelé les autorités congolaises à sécuriser les camps des déplacés mais aussi à apporter une assistance urgente et adéquate aux victimes des violences sexuelles. Durant son séjour dans la région, elle a visité l'un de sites des déplacés à Bulengo non loin de Mugunga, où elle a rencontré, les déplacés (femmes, enfants et jeunes adolescents) victimes de violences sexuelles. "Il y a une volonté politique de la part du gouvernement central" pour mettre fin aux violences sexuelles, a-t-elle reconnu, tout en promettant d'apporter son appui : "Je vais continuer à faire le plaidoyer de la situation de la RDC vis-à-vis du Conseil de sécurité mais aussi vis-à-vis des bailleurs de fonds ».

